

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# Compétence du Juge de Paix

EN MATIÈRE

## D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 29 octobre 1913, à 1 h. 1/2*

PAR

**Albert DE SAINT-POL**

---

*Président : M. WAHL Professeur*

*Suffragants* { *MM. CAPITANT, Professeur*  
*PERCERON, Professeur*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE VI<sup>e</sup>

---

1913



**THÈSE**  
**POUR**  
**LE DOCTORAT**

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# Compétence du Juge de Paix

EN MATIÈRE

## D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le mercredi 29 octobre 1913, à 1 h. 1/2*

PAR

**Albert DE SAINT-POL**

---



*Président : M. WAHL Professeur*

*Suffragants* { *MM. CAPITANT, Professeur*  
*PERCERON, Professeur*

---

PARIS

JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE VI<sup>e</sup>

---

1913



# Compétence du Juge de Paix

EN MATIÈRE

## D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

---

### INTRODUCTION

---

En vertu des principes généraux édictés par les articles 1382 et suivants du Code civil, la victime d'un dommage résultant d'un accident, a droit, si elle fait la preuve de la faute d'un tiers, à la réparation intégrale du préjudice causé de la part de ce tiers et, le cas échéant, de son commettant.

Jusqu'à la loi du 9 avril 1898, il n'y a point d'exception à cette règle en matière d'accidents du travail : L'ouvrier est tenu de fournir la preuve que le chef d'entreprise a, directement ou par le fait de personnes à son service, commis une faute engageant sa responsabilité ; à cette condition seulement, il sera indemnisé de tout le préjudice subi.

Mais, cette preuve, en fait, se trouve le plus souvent impossible à administrer ; d'après les statistiques, les accidents dus à la faute du patron, ne

représentent que le quart de la masse totale. Les trois autres quarts sont dus, soit à la faute de l'ouvrier, soit à la faute des tiers, à des causes inconnues, ou encore, et surtout, aux conditions mêmes de l'industrie.

L'emploi de plus en plus courant des machines à moteur inanimé et sans cesse perfectionnées, a augmenté les risques des travailleurs dans des proportions considérables.

Il se trouvait donc que les conséquences de la plupart des accidents restaient tout entières à la charge de l'ouvrier, le recours ouvert par l'article 1382, quoiqu'offrant une réparation complète, presque théorique, le blessé et sa famille, sans ressources et livrés à la misère.

Ces considérations, ainsi que l'exemple de plusieurs pays étrangers, décidèrent le législateur du 9 avril 1898, à poser dans la loi, un principe nouveau, le principe du risque professionnel : c'est aux patrons qu'il appartient de supporter les conséquences des accidents, ceux-ci provenant, pour le plus grand nombre, des risques professionnels, c'est-à-dire inhérents au travail, et devant, par conséquent, constituer des charges de l'industrie, comme contrepartie des bénéfices. Même l'accident dû à la faute de la victime peut être considéré comme ayant sa cause dans l'industrie elle-même : le voisinage constant du danger en enlève la conscience. A la longue, le tra-

vailleur, devenu insouciant, néglige de prendre des précautions nécessaires.

La victime d'un accident du travail a droit, depuis la loi de 1898, à la moitié de son salaire et aux frais médicaux et pharmaceutiques pendant la période de la maladie consécutive au traumatisme et le cas échéant, à une rente équivalente à la moitié de sa réduction professionnelle.

Pour ne pas écraser l'industrie et éviter de la part des ouvriers des abus criants, le législateur n'accorde au blessé ou à ses ayants droit, qu'une réparation très limitée, mais, au moins, ceux-ci, dans tous les cas, sont-ils certains d'avoir le minimum des ressources nécessaires pour assurer leur existence.

D'autre part, sous l'empire du droit commun, l'ouvrier blessé, ou, s'il y avait mort d'homme, ses ayants droit, sa veuve et ses enfants, se trouvaient dans une quasi-impossibilité de faire valoir leurs droits. La plupart du temps, sans ressources aucunes, même pour se soigner et se nourrir, ils n'avaient pas le moyen de soutenir un procès toujours coûteux. Ils étaient, au surplus, même lorsque le bénéfice de l'assistance judiciaire pouvait leur être accordé, aux prises avec les lenteurs interminables de la procédure et n'obtenaient justice que plusieurs années après, quand les conséquences de l'accident étaient, bien souvent, devenues irréparables.

Pour que son œuvre fût parfaite, il fallait que le

législateur rendit l'accès de la justice gratuit et la fit, en même temps, très expéditive, et pour cela, fixât avec la plus grande précision devant quelles juridictions et sous quelles règles les demandes seraient portées.

Un certain nombre de nations ont créé, pour connaître des accidents du travail, une juridiction spéciale. L'Allemagne et l'Autriche ont institué un tribunal arbitral. Ce dernier se compose d'un président juge, assisté de quatre délégués élus, moitié par les patrons, moitié par les ouvriers. La Norvège, l'Angleterre, le Danemark présentent une organisation analogue. L'Italie, au contraire, a gardé la juridiction de droit commun.

En France, la question souleva à la tribune de vives controverses, particulièrement en matière de rente et d'incapacité permanente.

En 1891, M. Martin Nadaud, dans son rapport, M. Ricard, dans un discours éloquent à la Chambre des Députés, proposent la création d'un tribunal arbitral, composé du président du tribunal civil et de six assesseurs élus pour une part égale par les patrons et par les ouvriers, qui statuera en dernier ressort.

Il s'agit, en effet, d'accidents purement professionnels, n'exigeant que des connaissances techniques pour en préciser la nature, les causes, les suites, le degré d'incapacité de travail de la victime, le salaire

qui servira de base pour déterminer le montant de l'indemnité. Tous ces points ne prêtent à aucune difficulté juridique. Compétente, pratique et expéditive, cette juridiction nouvelle offrait, par le fait seul de ses membres, les garanties les plus sérieuses d'impartialité, et elle avait l'avantage, en réunissant dans le prétoire les délégués des deux classes rivales, de contribuer à leur rapprochement ; elle faisait œuvre sociale au premier chef. Enfin, grâce à leur compétence technique, ces tribunaux semblaient assurés d'un succès égal à celui des conseils de prud'hommes ou des tribunaux de commerce. Séduite par ces motifs, la Chambre accepta le principe qui fut voté le 6 juin 1893.

Mais, le Sénat s'y montra constamment hostile. Outre qu'elle avait l'inconvénient d'occasionner de nouvelles et considérables dépenses et *d'être contraire au principe de l'unité de juridiction* qui domine notre organisation judiciaire, la réforme était loin d'assurer d'une façon certaine la compétence et l'impartialité des juges. Juger, ce n'est pas seulement appliquer pharisaïquement un texte de loi, c'est l'interpréter ; cet art suppose la connaissance et la pratique de l'ensemble de notre système juridique. Pour ce qui touche au caractère professionnel de l'accident, il ne serait pas tellement difficile à analyser et on aurait d'ailleurs la ressource de recourir à l'expertise ; quant à ses conséquences juridiques, un

juge seul saurait les dégager nettement. Il arriverait fréquemment que l'élément patronal et l'élément ouvrier se manifesteraient irréductibles ; ce serait au Président à les départager ; ce serait lui seul, en définitive, qui rendrait la sentence ; alors à quoi bon une tentative qui n'aboutirait qu'à revenir à l'institution d'un juge unique ? Sans doute, les discussions des assesseurs contribueraient à éclairer et à assurer la décision définitive, mais il semble bien que les débats des parties et les conclusions des experts y suffiraient. De toute évidence, le tribunal arbitral ne justifiait pas des garanties ni des avantages des conseils de prud'hommes ou des tribunaux de commerce ; sa création ne s'imposait pas. La Chambre des députés, par la suite et dans un esprit de transaction, se rallia à l'attitude du Sénat.

La connaissance des litiges en matière d'accidents du travail a donc été attribuée aux juges de paix et aux tribunaux civils.

Les juges de paix, jugent, en dernier ressort, les contestations relatives à l'indemnité temporaire, aux frais de maladie et aux frais funéraires.

Les demandes de rente sont de la compétence exclusive du tribunal civil.

M. Antide Boyer déposa, il est vrai, un amendement tendant à donner, en matière d'incapacité temporaire, la compétence aux juridictions prud'homales au lieu du juge de paix. L'amendement, qui, à

l'heure actuelle, surtout après la loi de 1907, ne manquerait pas d'une certaine logique, ne donna lieu à aucun débat et ne fut pas adopté. De même, le Sénat se refusa à accepter la manière de voir de M. Waddington, ce dernier faisant remarquer que d'après les statistiques allemandes, lesquelles ne portent cependant que sur les incapacités minima de quatre-vingts jours, les accidents suivis seulement d'incapacité temporaire, représentent 83 o/o du nombre total des sinistres, et qu'il y aurait de graves inconvénients à laisser le juge de paix statuer sans appel sur des contestations aussi nombreuses et souvent très importantes.

La procédure devant le juge de paix étant éminemment rapide, il n'était pas besoin de la modifier.

Pour ce qui était des demandes portées devant le tribunal civil, il était tout indiqué, ce qu'a d'ailleurs fait le législateur, de leur appliquer les règles de la procédure suivie en matière sommaire.

Malgré l'évidente clarté du texte de la loi du 9 avril 1898, qui attribuait la connaissance, en dernier ressort, des contestations relatives aux indemnités temporaires, aux frais de maladie et aux frais funéraires, aux juges de paix, et réservait les demandes de rente aux tribunaux civils, il s'établit dans la doctrine et la jurisprudence, une distinction entre l'incapacité purement temporaire et l'incapacité temporaire suivie d'incapacité permanente ; on

alla jusqu'à soutenir qu'il fallait enlever au juge de paix, toute compétence dans le dernier cas.

Devant une interprétation si éloignée de l'esprit de la loi, le législateur s'émut ; la Chambre essaya une première refonte de la loi en 1901. Le projet fut disjoint au Sénat et n'aboutit qu'après plusieurs renvois devant les deux Chambres, à la loi du 31 mars 1905, sans que néanmoins, aient été expressément résolues toutes les difficultés précédentes.

Laissant de côté l'étude de la procédure devant le tribunal en vue de l'obtention de la rente, nous nous proposons, uniquement, dans notre thèse, de préciser la compétence, c'est-à-dire le rôle purement contentieux, du juge de paix, en matière d'accidents du travail.

Nous analyserons les dispositions de la loi de 1898 et de 1905. et retracerons l'évolution parallèle de la doctrine et de la jurisprudence.

Nos efforts porteront en grande partie à délimiter nettement l'étendue de la compétence de ce magistrat en cas d'incapacité temporaire suivie d'incapacité permanente et en matière de frais médicaux et pharmaceutiques, étant donné que sur ces deux points, existent encore dans la doctrine et la jurisprudence des divergences profondes.

Nous diviserons notre ouvrage de la façon suivante :

1° Compétence *ratione materiæ* du juge de paix qui comprendra :

a) L'indemnité journalière en cas d'incapacité soit purement temporaire, soit permanente ;

b) Les frais funéraires ;

c) Les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, et à propos de chacune de ces matières, les voies de recours dont sont susceptibles les jugements qui y ont trait : opposition, appel, pourvoi en cassation ; nous traiterons de l'exécution provisoire en même temps que de l'opposition ;

d) La compétence de droit commun du juge de paix à l'occasion des accidents du travail.

2° Compétence *ratione loci* du juge de paix suivant les termes des lois de 1898 et 1905.

---



## PREMIÈRE PARTIE

---

### COMPÉTENCE DU JUGE DE PAIX *RATIONE MATERIÆ*

---

#### A. — INDEMNITÉ TEMPORAIRE



## I

### INDEMNITÉ TEMPORAIRE EN CAS D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

---

Suivant les conséquences qu'ils entraînent, les accidents du travail peuvent être classés en quatre catégories.

La première, comprenant ceux ayant déterminé une incapacité de quatre jours et moins ;

La seconde, une incapacité purement temporaire ;

La troisième, une incapacité temporaire suivie d'une incapacité permanente.

Enfin, ceux entraînant la mort.

Les accidents de la première catégorie ne donnent droit à aucune indemnité, suivant le texte bien formel de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1898.

La Cour de cassation (1) s'est prononcée très nettement, récemment, dans ce sens, aussi bien pour

---

1. Cass., 24 février 1913. *Rec. spéc. accid. travail*, avril 1913, p. 490.

refuser l'allocation des frais médicaux et pharmaceutiques que le demi-salaire.

En ce qui concerne les accidents de la quatrième catégorie, nous n'aurons à nous en occuper que pour les frais funéraires.

Pour les autres accidents, ils donnent droit, pendant la période de maladie, à une incapacité temporaire et, s'il persiste, une incapacité permanente, à une rente.

On peut donc distinguer deux sortes d'indemnités temporaires (1), celle due en cas d'incapacité purement temporaire et celle due en cas d'incapacité temporaire, suivie d'incapacité permanente.

La première peut se définir : l'allocation journalière due à la victime dont les blessures sont susceptibles d'une guérison complète à la suite de laquelle l'ouvrier sera capable de reprendre son travail sans aucun déchet professionnel.

« Cette indemnité, comme d'ailleurs l'indemnité journalière en général, a un caractère alimentaire. L'aliment doit être fourni dans l'instant où le besoin est le plus aigu.

« Il faut tout faire pour que cette allocation soit payée effectivement à la victime, au moment où elle lui est le plus nécessaire, dès le lendemain même de l'accident (2). »

---

1. Cette distinction est purement théorique, mais elle permet de nettement définir les compétences.

2. Rapport de M. Mirman à la Chambre des députés, le 14 mai 1901. *J. off.*, doc. parlém. de mai 1901, p. 335.

Il est hors de doute que, d'après les termes de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898, le juge de paix du canton où l'accident s'est produit ait à connaître en dernier ressort des contestations relatives aux indemnités journalières, en cas d'incapacité purement temporaire, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Cette disposition autorise une triple dérogation au droit commun. Le législateur attribue compétence, non point au juge du domicile du défendeur, en l'espèce, le chef d'entreprise, mais au juge de paix du lieu de l'accident, qui sera habituellement le juge du domicile de l'ouvrier. Ce choix assure un examen plus précis des faits de la cause ; il économise à la victime les frais de transport, met la justice à sa portée et l'invite de la manière la plus efficace à s'adresser à elle, pour faire valoir ses droits. D'autre part, sous le régime de la loi du 25 mai 1838, à l'époque où fut votée la loi primitive sur les accidents professionnels, le juge cantonal connaissait des actions personnelles et mobilières jusqu'à 200 francs en premier ressort et définitivement jusqu'à 100 fr. ; sous le régime de la loi du 12 juillet 1905, il connaît des mêmes actions en premier ressort jusqu'à 600 fr. et sans appel jusqu'à 300 francs.

Par une nouvelle et double dérogation au droit commun, il statue en dernier ressort et à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Le Parlement a préféré la juridiction cantonale au tribunal d'arrondissement parce qu'elle est plus expéditive et moins coûteuse.

Par le fait qu'il statue sur toutes les contestations, le juge a le droit de fixer l'indemnité. Mais celle-ci a un caractère forfaitaire, le magistrat doit se borner à rechercher, suivant les prescriptions de l'article 3 de la loi de 1898, le gain journalier du blessé, à évaluer ou à allouer en conséquence le demi-salaire. Il ne peut sanctionner aucune convention qui tendrait à majorer ou à diminuer ce chiffre, ces conventions étant nulles d'après la loi.

Il ne peut pas davantage, lorsque l'état de la victime s'améliore au point de lui permettre de se livrer à un léger travail, décider qu'une indemnité inférieure au demi-salaire sera servie.

Enfin, il ne saurait s'appuyer sur la faute inexcusable d'une des parties, pour modifier le montant de l'allocation journalière (1).

L'indemnité journalière prend fin avec la période de maladie; le juge de paix est compétent pour statuer sur la durée de la période d'incapacité temporaire et pour fixer la date de consolidation, c'est-à-dire de guérison. Quelques jugements, cependant, ont attribué ce pouvoir en dernier ressort, au tribunal civil, mais la jurisprudence s'est fixée en sens contraire. Nous retrouvons un écho de cette contro-

---

1. Sachet, t. II, p. 11, n° 1125.

verse dans les débats de la Chambre des députés (1). M. Ferdinand David voulait substituer à ces mots « sont jugés en dernier ressort par le juge de paix », ce qui implique qu'il n'y a pas d'appel possible, ces autres mots « sont jugés à charge d'appel ». Le rapporteur objecta que cet appel allongeait dans des proportions considérables les contestations. Là-dessus, M. de Ramel fit observer qu'alors on donnait au juge de paix un pouvoir exorbitant en lui accordant la faculté de déclarer que l'ouvrier est guéri sans que celui-ci ait aucun recours. Le rapporteur rappela les principes : le juge de paix a seulement le droit de dire à la victime que la période aiguë qui a suivi l'accident est close, que les soins médicaux sont terminés, et que sa situation n'est pas améliorabile ; il arrête l'indemnité journalière à une certaine date, mais la victime conserve le droit d'aller devant le tribunal et de réclamer une rente en alléguant une incapacité permanente.

La loi du 31 mars 1905 confirme sur tous ces points la loi du 9 avril 1898 ; elle ajoute que les contestations devront être tranchées dans les quinze jours de la demande. Cette exigence reste, d'ailleurs, simplement comminatoire, dépourvue de sanction et peu observée en fait. Elle témoigne de la pensée qui dominait le législateur d'imposer une prompt solution du litige.

---

1. Sirey, *Lois annotées* de 1905, p. 964. Exposé des travaux parlementaires.

En raison de la disposition expresse et exceptionnelle de l'article 15, soit ancien, soit actuel, le juge de paix est et demeure seul compétent pour toutes les contestations qui naîtront à propos de l'indemnité journalière ; le tribunal civil ne peut en connaître, en aucun cas (1), en raison du caractère d'ordre public de la loi, même si les parties conviennent de porter le procès devant lui.

Le juge de paix a qualité, avons-nous dit, pour arrêter la date de consolidation, et par le fait même, le paiement du demi-salaire. Toutefois, il faut qu'il la prononce d'une façon claire (formelle ou implicite), sans quoi s'il s'est contenté d'allouer le demi-salaire jusqu'à une certaine date, sans viser la date de consolidation ou mieux encore, en réservant l'avenir, sa juridiction n'est pas épuisée, et il a qualité pour faire droit à une nouvelle demande de l'ouvrier. Mais, dans l'hypothèse où il aura définitivement arrêté la date de consolidation, cette date devient chose jugée, le droit de l'ouvrier à l'indemnité journalière est éteint et sa prétention irrecevable, même s'il allègue une rechute.

L'article 15 est, en effet, formel, lorsqu'il dit : « L'in-

---

1. Nancy, 14 février 1911. *Rec. spécial accid. travail*, t. XII, p. 6. — Rennes, 19 juillet 1909, même tome, p. 7. — Cass. civ., 15 nov. 1911, même tome, p. 306. — Cass. civ., 10 janvier 1912, même tome, p. 415. — Voir également note de M. Wahl sous Besançon, 14 fév. 1900. S. 1901. 2. 17 et les références qu'il cite. — Sachet, 2<sup>e</sup> édit., p. 965 et Loubat, n° 345.

demnité journalière est due jusqu'à la consolidation, c'est-à-dire dans l'espèce qui nous occupe, jusqu'à la guérison complète. »

Au surplus, il n'est ouvert dans la loi aucune faculté de revision de l'incapacité temporaire. L'ouvrier est donc désormais définitivement dans l'impossibilité d'agir en paiement de demi-salaire (1).

S'il arrive que le médecin traitant tombe d'accord avec le médecin du patron pour déclarer l'ouvrier en état de reprendre son travail, le magistrat cantonal peut, bien entendu, tenir compte de l'avis conforme des hommes de science, mais il ne sera pas lié ; il peut se présenter, en effet, que l'une des parties intéressées, patron ou ouvrier, conteste l'opinion de son médecin et veuille faire fixer la consolidation à une date autre ; le juge de paix s'éclairera des lumières nécessaires, il recourra, au besoin, à une expertise et décidera souverainement. S'il y a désaccord entre les deux médecins, le juge de paix restera compétent dans les mêmes limites à condition, toutefois, qu'il n'y ait pas production à la barre de certificat concluant à l'incapacité permanente.

Hormis cette dernière hypothèse, en vertu de l'article 4 de la loi, le patron a le droit de requérir du juge de paix une expertise sur la production du

---

1. Cass. civ., 15 février 1911. *Rec. spéc. acc. trav.*, t. XII, p. 10. — Rouen, 15 juillet 1911, même recueil, t. XII, p. 304. — *Contra* : Paix Saint-Quentin, 10 déc. 1910, même recueil, p. 153.

certificat de guérison de son médecin, expertise que le magistrat devra obligatoirement ordonner et qui sera faite dans les cinq jours. Cette mesure ne constitue pas un jugement (1), c'est une simple ordonnance, une simple désignation d'expert à l'effet d'élucider une question médicale, formalité instituée comme moyen de contrôle pour le patron et qui ne préjudicie nullement à la partie adverse. A la suite de l'expertise, et sans être d'ailleurs lié par ses conclusions, le juge arrêtera, s'il le trouve à propos, la date de consolidation.

Le législateur autorise aussi le patron (art. 4 § 6 de la loi du 9 avril 1905) à désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état du malade; le visa est obligatoire pour le magistrat qui peut seulement récuser tout individu non admis à exercer légalement la médecine en France. Ce médecin aura accès hebdomadairement auprès du blessé. Faute de se prêter à cette visite, le blessé sera convoqué par lettre recommandée du juge de paix qui suspendra, s'il y a lieu, le paiement de demi-salaire. Cette suspension n'a pas lieu de plein droit, le magistrat n'intervient que s'il en est requis par le chef d'entreprise, mais il ne peut se refuser à faire droit à cette requête, s'il la juge

---

1. D'Ayurande, thèse, p. 84. — Loubat, n° 818, *Traité du risque professionnel*.

fondée, la loi ayant établi impérativement cette sanction.

Il appréciera, d'ailleurs, si la victime se trouve en cours de traitement, si les formalités requises ont bien été remplies, si l'ouvrier ne fournit aucune raison plausible de son refus (1). Bien entendu, si la décision est rendue, par défaut, contre l'ouvrier non comparant, elle devra lui être signifiée et sera susceptible d'opposition ; le juge peut, sur l'opposition après explication de la victime, rapporter sa décision. Cette sentence portant sur l'indemnité journalière est sans appel et immédiatement exécutoire, nonobstant opposition. L'allocation ainsi suspendue est définitivement perdue pour l'intéressé, mais du jour où il se soumettra à la visite, reprendra son droit à indemnité, le patron devra continuer le paiement et il y sera contraint au besoin par une décision nouvelle du magistrat.

La sentence qui suspend l'indemnité porte condamnation, elle constitue un véritable jugement, la procédure est simplifiée pour aller plus vite et diminuer les frais.

Il est un dernier point à éclaircir : quand un accord est intervenu entre l'ouvrier et le patron sur la date de consolidation, autrement dit lorsque l'ouvrier délivre, en connaissance de cause, une quittance

---

1. Cass. req., 30 déc. 1912. *Gaz. Palais*, mars 1913, p. 286.

pour solde dans laquelle il se reconnaît guéri, cet accord a-t-il une valeur juridique et lie-t-il le juge ? Nous ne le pensons pas, le juge de paix conserve toujours le droit sur une nouvelle demande de l'ouvrier de vérifier si cette transaction est licite et il a tout pouvoir absolu d'appréciation sur ce point (1).

Notre opinion répond, d'ailleurs, à l'esprit général de la loi qui veut qu'aucune transaction en matière d'accidents de travail, ne puisse être passée en dehors de la justice.

---

1. Trib. Marseille, 11 oct. 1910, *Rec. spéc. acc. trav.*, t. XII, p. 253.

---

## II

### L'INDEMNITÉ JOURNALIÈRE

#### EN MATIÈRE D'INCAPACITÉ PERMANENTE

---

L'indemnité temporaire en matière d'incapacité permanente se définit l'allocation journalière accordée à la victime dont la blessure est susceptible de consolidation, c'est-à-dire d'arriver à un état définitif, équivalent à la guérison, mais caractérisé par une réduction de la capacité de travail.

Quelle sera la juridiction compétente pour connaître des contestations auxquelles ladite indemnité donnera lieu ?

Sera-ce également et d'une façon exclusive le juge de paix, comme en cas d'incapacité purement temporaire ?

Sera-ce au contraire uniquement le tribunal civil, déjà seul compétent en matière de rente ?

Ou bien l'ouvrier pourra-t-il indifféremment actionner son patron devant l'une ou l'autre de ces deux juridictions ?

La question présente des difficultés particulières. La loi de 1898 ne l'a pas expressément posée ni résolue. Elle offrait toutefois des éléments de solution qui ont été puissamment mis en œuvre par M. Wahl (1).

L'article 15 s'exprime en termes généraux, sans comporter aucune distinction entre les diverses espèces d'indemnités temporaires. L'article 16 attribue connaissance de toutes les autres indemnités, c'est-à-dire des rentes, au président ou au tribunal civil. Il paraît absolument arbitraire de restreindre à l'incapacité purement temporaire la portée de notre texte. Sinon, la logique demande qu'on donne connaissance des frais de maladie et des frais funéraires à ce même tribunal, ce qui serait évidemment contredire la lettre de la loi.

Cette interprétation se trouve confirmée par l'article 16 § 4. « Si la cause n'est pas en état, le tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à décision définitive. » Ce paragraphe se réfère à l'incapacité permanente, et sous-entend que l'indemnité temporaire a déjà été fixée, mais non pas par le tribunal qui n'a pas statué et d'ailleurs n'en aurait pas le droit, puisqu'il sursoit si la cause n'est pas en l'état, ni par le président, qui ne tiendrait cette mission

---

1. Note sous Besançon, 14 février 1900. S. 1901. 2. 17.

d'aucune disposition de la loi ; il s'ensuit qu'elle a été fixée par le juge de paix.

Les travaux préparatoires appuient notre thèse. Nous ne retiendrons pas les paroles de M. le sénateur Félix Martin, dans la séance du 4 mars 1898. Parlant de la situation des parents d'une victime décédée, il déclarait : « Les ayants droit n'ont pas le droit d'aller devant le juge de paix pour réclamer une indemnité journalière », supposant par là que ce droit était réservé aux blessés seuls. Cette opinion a été émise d'une façon accidentelle, mais le fait qu'elle n'a pas été relevée indique qu'elle se trouvait en harmonie avec la pensée du Parlement.

La suite des débats législatifs montre d'ailleurs, avec évidence que l'article 15 a été écrit dans le but d'échapper aux longueurs du droit commun, aux délais de la procédure et pour instituer une juridiction et une compétence exceptionnelles et expéditives.

Le Sénat a successivement repoussé, en 1895, un amendement de M. Guérin tendant à conserver pour le demi salaire les deux degrés de juridiction, un autre de M. Drummel, qui proposait de supprimer les mots « en dernier ressort », un dernier enfin de sa propre commission, qui revenait aux principes généraux de la compétence.

L'esprit de la loi demande que le juge de paix statue exclusivement et en dernier ressort sur l'indemnité temporaire : « Elle est alimentaire, urgente,

facile à déterminer, la rente est moins urgente, la victime touchant le demi salaire ou une provision, elle sera réservée au tribunal et ses décisions susceptibles d'appel » (1). Départir au tribunal le droit de statuer sur le demi-salaire, c'est fausser l'esprit de la loi, rendre impossible le paiement immédiat d'une véritable pension alimentaire.

La jurisprudence se divisa, et la doctrine ne proposa pas moins de sept systèmes (2). Nous nous bornerons à mentionner les trois principaux.

Un premier système, que nous avons adopté, tient pour la compétence exclusive du magistrat cantonal. Cette théorie motive les décisions des Cours de Douai, 18 janvier 1900, 28 février 1900. S. 1901. 2. 17; 16 juillet 1901, et de Caen, 6 février 1901. *Rec. spéc. accid. travail*. R. 176 et 179, 1900; des tribunaux d'Angers, 12 décembre 1899. *Rec. spéc. accid. trav.*, c. 5, 1900-1901, de Toulon, 23 janvier 1900, même recueil, c. 5, de Montdidier, 30 janvier 1902, même recueil, 1902-1903, c. 6, etc...

Un deuxième système n'admet que la compétence du tribunal civil, l'article 15 n'ayant en vue que les incapacités permanentes. Ce système est évidemment contraire à la loi. Il rallia très peu de partisans (3).

---

1. Rapport de M. Mirman à la Chambre le 14 mai 1901 précité.

2. Fuzier-Hermann, *Répertoire. Responsabilité civile en matière d'accidents du travail*, n<sup>os</sup> 2539 et suiv.

3. Trib. Paix de Paris (VII<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> arrond.). — Trib. Paix Vincennes. *Rec. spéc. acc. trav.*, t. I, 1900-1901, p. 92.

Un troisième système fut adopté par les cours de Dijon, 5 mars 1900. *Rec. spéc. acc. trav.*, 1900-1901, c. 92, de Besançon, 14 février 1900. S. 1901. 2. 17, d'Angers, 16 janvier 1900 et d'Orléans, 30 mai 1900. *Rec. spéc. acc. trav.*, 1900, c. 4 et 52 et devint celui de la Cour de cassation (Cas. civ. 21 janv. 1903 et 9 mars 1903, même recueil, c. 321 et R. 424).

On attribue compétence à la fois au juge de paix et au tribunal.

Si la demande d'indemnité temporaire est formée avant la demande de rente viagère, la compétence du juge de paix, posée en principe par l'article 15, s'impose. Mais si le tribunal civil est déjà saisi de la demande de rente, comme il y a une telle connexité entre les deux chefs d'indemnité (demi-salaire et rente), qu'on risquerait, en les jugeant séparément, de leur donner des solutions inconciliables, la juridiction ordinaire doit prévaloir sur la juridiction exceptionnelle et par l'effet d'une prorogation légale rester saisie de l'affaire dans sa totalité.

Mais le juge de paix ne doit se dessaisir que si les deux instances sont pendantes devant des tribunaux de même degré ; il reste compétent si le procès en paiement de rente est porté devant la Cour d'appel (Cass. civ. 13 juill. 1903. S. 1906. 1. 68).

Il ne peut se prononcer sur la date de consolidation ; s'il le fait néanmoins, sa décision est sujette à appel, avec cette réserve naturelle que, si elle n'est

pas frappée d'appel dans les délais, elle passe en force de chose jugée (même arrêt).

La théorie de la Cour de cassation méconnaît l'esprit de la loi. Elle se base sur le principe de la plénitude de juridiction, par lequel un juge saisi d'une action principale peut connaître d'une action accessoire ou connexe soustraite par sa nature à sa compétence. Ce principe de droit commun ne saurait s'appliquer en l'espèce ; il n'a de valeur qu'autant qu'une disposition formelle de la loi n'y a pas porté exception (1) ; or, nous avons vu que le législateur a donné compétence au juge de paix sans distinction. De plus, en pratique, il conduit à toutes les longueurs du procès auxquelles le législateur a voulu couper court.

On peut aller plus loin et contester que le demi-salaire soit connexe ou accessoire à la rente. Fréquemment la maladie et le chômage sont prolongés, l'indemnité journalière élevée, l'incapacité permanente et la rente faibles ou nulles (2) ; on ne peut considérer la première, beaucoup plus importante que la seconde, comme son accessoire.

Seraient-elles toutes deux élevées, si le litige s'élève sur le montant de ces allocations, elles restent à ce point de vue absolument indépendantes, calculées sur des bases différentes : la première sur

---

1. Wahl, note sous Besançon, 14 fév. 1900. S. 1901. 2. 17.

2. Rapport Mirman, 14 mai 1901 précité.

le salaire journalier, la seconde sur le salaire annuel.

Elles répondent également à des besoins différents. L'une est la seule ressource de l'ouvrier pendant la maladie ; l'autre, au contraire, court à partir de la reprise du travail et représente la diminution des facultés professionnelles.

Mais, déclarent les partisans de la théorie de la Cour de cassation, la rente et l'indemnité journalière dérivent d'un seul et même fait : l'accident ; elles sont par là étroitement connexes.

Qu'arrivera-t-il si on laisse deux juridictions se prononcer en toute liberté et séparément sur le point de savoir si l'accident rentre ou non dans la catégorie de ceux visés à l'article premier de la loi du 9 avril 1898 ? On risquera de voir l'une admettre et l'autre repousser l'application du dit article, l'une faire droit à la requête de l'ouvrier, l'autre la rejeter. Un seul et même fait aura été apprécié d'une façon contraire.<sup>1</sup>

On se trouvera donc, sans aucun doute, devant une contrariété de décisions.

Or une interprétation juridique d'un texte qui aboutit à une telle conséquence est évidemment erronée, puisqu'elle conduit à des résultats contraires aux principes généraux du droit.

Nous répondrons d'abord qu'en fait la partie lésée a un moyen assez sûr d'échapper aux conséquences redoutées par la Cour de cassation : ce sera d'inter-

jeter appel de la décision du juge de paix ; il n'est pas douteux que le tribunal civil, saisi comme juge de second degré, ne réforme la décision dans le sens déjà tranché par lui.

Mais il ne nous apparaît pas au point de vue juridique que l'argument tiré de la possibilité de décisions contraires ait une réelle valeur.

Pourquoi d'abord la Cour de cassation laisse-t-elle le droit au juge de paix de statuer sur le demi-salaire, avant que le tribunal ne soit saisi ? Que les deux demandes soient jugées simultanément ou successivement par deux juridictions, n'y a-t-il pas le même danger qu'elles se prononcent d'une façon opposée ? N'y a-t-il pas lieu de craindre que le tribunal civil, jugeant quelques mois après que le juge de paix, régulièrement saisi, a accordé le demi-salaire, n'estime au contraire qu'il n'y a pas eu accident du travail et déboute l'ouvrier de sa demande de rente, et vice versa ?

Il semble donc à ce premier point de vue, que la Cour de cassation soit quelque peu en contradiction avec elle-même.

Mais y a-t-il bien réellement contrariété de décisions ?

Nous ne le pensons pas ; en effet les deux jugements, celui du tribunal civil et celui du juge ont été rendus dans des instances qui, tout en ayant la même cause, n'avaient *pas le même objet*, l'une por-

tant sur le demi-salaire, l'autre sur la rente. Il est donc impossible qu'il y ait eu violation de la chose jugée et partant contrariété de décisions (voir dans ce sens Cassation, 10 novembre 1903 et 18 avril 1904. Sirey, 1906, 1.71 ; 6 mai 1905, Sirey, 1905, 1.520).

Au surplus, nulle part dans la loi de 1898, il n'est dit que les décisions du juge de paix seront, en ce qui concerne l'applicabilité de la loi, subordonnées à celles qui auront déjà été rendues par le tribunal civil, ni vice versa. Il appartient à ces deux juridictions de se prononcer d'une manière indépendante sur ces demandes soumises à leur compétence par les articles 15 et 16.

Il n'y aurait possibilité de décisions contradictoires que sur un point : la date de consolidation. Cette date formant le point de départ de la rente, le juge compétent pour la rente est également qualifié et exclusivement pour déterminer son point de départ. Il y a donc lieu de soustraire ce domaine à la compétence du juge de paix.

La Cour suprême, toutefois, limitait singulièrement par un arrêt du 6 mai 1905 (Sirey. 1905. 1. 520), la portée du principe qu'elle posait : « Le tribunal civil saisi par le blessé d'une demande en indemnité journalière, peut, alors que le patron n'a pas requis qu'il lui soit donné acte de cette dernière demande, se déclarer incompétent sur le chef de l'indemnité journalière ».

Cette jurisprudence qui suscitait de vives controverses et méconnaissait l'intention du législateur, amena de la part de celui-ci une intervention.

Dès 1901, la loi fut l'objet de propositions tendant à préciser la compétence, le Sénat disjoignit le projet voté par la Chambre en 1901 ; les discussions aboutirent à la loi du 31 mars 1905.

Le rapporteur à la Chambre, M. Mirman (1), relevait l'erreur de la Cour de cassation : « Cette distinction entre l'accessoire et le principal, sur laquelle s'est établie la fâcheuse jurisprudence, que nous nous proposons de faire disparaître est purement théorique, elle ne correspond pas aux faits ; la vérité est que nous nous trouvons en présence de deux matières essentiellement différentes. Tout accident donnant droit, aux termes de la loi de 1898, à une réparation pécuniaire, est suivi d'une période d'incapacité temporaire. A partir du jour du décès ou de la consolidation s'ouvre une deuxième période. La première constituera le domaine du juge de paix, la seconde celle du président ou du tribunal ».

Il insistait sur le résultat pratique déplorable de ce conflit d'attributions (2). Les victimes, pour toucher leur première allocation pourtant d'extrême urgence, sont obligées, à moins que l'assureur ne la

---

1. Rapport à la Chambre du 14 mai 1901.

2. Même rapport

leur serve bénévolement, d'attendre de longs mois, que le dit tribunal ait statué, parfois que la Cour ait confirmé ; pour des questions infimes on va jusqu'en cassation ».

M. Mirman se proposait de faire cesser cet état de choses et les retards fâcheux qui en découlaient en réservant au juge de paix tout ce qui concerne l'indemnité journalière, quelle que soit d'ailleurs l'infirmité permanente qui puisse résulter de l'accident, jusques et y compris le jour de la consolidation

La Chambre adopta cette manière de voir et vota la rédaction suivante :

« Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix... les contestations relatives aux indemnités temporaires jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure. »

M. Chovet (1), rapporteur au Sénat, répondit qu'un pareil système ouvrait la porte aux abus : « Dans l'expectative d'une rente assez faible, l'ouvrier ferait tous ses efforts pour ajourner la date de consolidation de sa blessure et influencerait assez facilement le magistrat cantonal... D'un autre côté comment admettre que le tribunal, seul compétent pour la rente, ne soit plus qualifié pour arrêter son point de départ ? »

Le Sénat modifia ainsi la rédaction de la Chambre :

---

1. Rapport au Sénat le 19 novembre 1903. *Journ. off. doc. parlem.* de janvier 1904, p. 542.

« En cas de désaccord sur la date de la consolidation de la blessure, le juge de paix demeure dessaisi. »

Ce texte, qui paraissait justifier à souhait la théorie de la Cour de cassation, fut âprement attaqué par M. Mirman, d'autant plus que, pris à la lettre, il entraînait, disait-il, l'incompétence du juge de paix, même en matière de simple incapacité temporaire (1).

Cette critique, toute spécieuse qu'elle fût, atteignit son but. Par l'organe de son rapporteur le Sénat précisa nettement sa pensée : « Notre but, dit M. Chovet, est d'affirmer en tant que de besoin seulement — car la loi de 1898 était déjà suffisamment explicite à cet égard — qu'au juge de paix seul et en dernier ressort appartient le droit de statuer (en outre des frais funéraires et des frais de maladie) sur les indemnités journalières, aussi bien dans les cas d'incapacité permanente que d'incapacité temporaire et de ne pas lui laisser, dans le premier cas, le point de déterminer la date de consolidation de la blessure, qui est comme le point terminus de l'indemnité temporaire et le point de départ du service de la pension » (2).

Enfin et pour dissiper tout équivoque, le Sénat modifia l'article 15 dans les termes actuels.

---

1. Rapport de M. Mirman à la Chambre le 24 décembre 1904. *Journ. off.*, doc. parlem. d'avril, 1905, p. 489.

2. Rapport au Sénat, le 23 février 1905. *Journ. off.*, doc. parlem. de mai 1905, p. 32.

Notons cependant que le rapporteur au Sénat, M. Chovet, s'appuyait à tort sur la jurisprudence erronée de la Cour de cassation et déclarait également à tort que le juge de paix est compétent et seul compétent aussi longtemps que la juridiction ordinaire n'est pas saisie. Cette opinion doit être rejetée, elle ne tend à rien moins qu'à réduire à néant la réforme du législateur et à ressusciter les conflits de compétence et les longueurs de la procédure qu'il s'est proposé de rendre impossibles.

D'après l'article 15, § 3, si l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet dans les trois jours expéditions au tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière.

La Cour de cassation a ainsi interprété cet article : l'incompétence du juge de paix est générale et obligatoire en matière d'incapacité permanente ; le tribunal civil n'est plus simplement compétent en vertu de la théorie de l'accessoire ; il l'est obligatoirement dès qu'il y a incapacité permanente. Toutefois, il y a une restriction : en vertu du texte formel, le juge de paix intervient mais seulement pour fixer et allouer le demi-salaire. Le tribunal aura seul qualité pour statuer sur toutes les contestations

ultérieures qui pourront s'élever à son sujet (1).

La nouvelle théorie de la Cour de cassation ne ressemble en rien à celle qu'elle avait jadis élaborée pour interpréter la loi du 9 avril 1898.

D'après son opinion primitive, la question de l'indemnité temporaire étant accessoire à la question de la rente, lui étant étroitement connexe pour identité de cause, le tribunal civil était saisi de la première, dans le silence du texte, par une prorogation légale de juridiction et le juge de paix dessaisi par là même, puisqu'il était dangereux pour la bonne administration de la justice de laisser deux juridictions statuer librement et séparément sur un même fait.

D'après la théorie actuelle le juge de paix se trouve dessaisi en vertu d'une incompétence générale édictée à l'article 15, dès qu'est produit par l'une des parties un certificat médical concluant à une incapacité permanente. Mais également en vertu du texte formel, le juge de paix reste compétent pour fixer (c'est-à-dire, nous le verrons plus tard, allouer) le demi-salaire. Ce n'est pas que la Cour ait cessé de considérer le demi-salaire comme accessoire de la rente, au contraire; mais elle néglige, en présence du nouveau texte, d'étayer sa théorie sur le principe *accessorium sequitur principale*. Elle s'en sert toutefois encore pour donner le droit au tribunal civil,

---

1. Cass. civ., 31 juillet 1907. S. 1910. I. 201. — 6 juillet 1908. S. 1910. I. 204. — 18 nov. 1908. S. 1910. I. 361.

saisi des deux demandes à la fois, de fixer et d'allouer lui-même le salaire, malgré que le texte formel de l'article 15 attribue cette mission au juge de paix.

Cette interprétation est erronée.

Les travaux préparatoires (1) démontrent bien que le rédacteur de cet article n'avait en vue que la rédaction proposée par M. Mirman, qui tendait à attribuer au juge de paix compétence pour arrêter la date de consolidation dans tous les cas.

Il a voulu dire que sur la production d'un certificat médical concluant à une infirmité définitive, le juge de paix n'a pas à décider du caractère permanent ou non de l'incapacité, ni à déterminer la fin de la période temporaire de maladie; ces matières accessoires à la question de la rente relèvent du tribunal civil. Mais, sous ces deux réserves, la fixation et l'allocation du demi-salaire jusqu'à la solution définitive, conformément à l'article 15, § 2, ainsi que toutes les contestations ultérieures s'y rapportant, relèvent de la compétence exclusive du magistrat cantonal.

D'ailleurs, comment admettre, à moins de taxer d'incohérence le législateur, qu'il ait inséré dans le même paragraphe 3 des positions contradictoires, qu'il ait d'abord proclamé l'incompétence générale et absolue du juge cantonal, et qu'ensuite, on ne

---

1. Note sous Cass. Civ., 31 juillet 1907. Sirey, 1910. I. 201.

sait pour quelle raison, il l'ait chargé d'évaluer et d'allouer le demi-salaire ?

La Cour suprême tire un second argument (1) de l'article 16 alinéa 4 : « En cas de désaccord sur la rente viagère, le président par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure, ou dans la même limite allouer une provision aux ayants droit. »

La Cour en conclut que le président a qualité pour statuer en cours d'instance sur le demi-salaire, soit dans son ordonnance de renvoi, soit ultérieurement sur référé.

Cette extension du texte ne se justifie pas. La provision demeure toujours inférieure au demi-salaire, elle n'a pas la même nature : elle est calculée sur la base de la rente dont elle constitue une sorte d'avance. Elle est octroyée pour des motifs différents, toujours dans l'intérêt du patron, lorsque la blessure paraît consolidée. Elle est représentative comme la rente du préjudice causé par la réduction de la capacité de travail ; l'indemnité journalière au contraire de la perte temporaire de la faculté de travailler. Elle résulte de situations différentes : « Du jour de la consolidation... où s'ouvre la période du tribunal, l'indemnité journalière continuera à être servie à la victime à titre de provision ; il peut

---

1. *Ibid.*

se faire que le salaire au moment de l'accident dont l'indemnité journalière est la moitié, soit élevé, et qu'au contraire l'incapacité permanente soit peu grave, qu'ainsi la rente éventuelle doive être modeste. Aussi convient-il de laisser au débiteur la faculté de faire réduire cette provision par la procédure du référé. Le président a mission de statuer non sur l'indemnité journalière, mais provisoirement sur la rente (1). »

On le voit, les arguments que la Cour apporte à l'appui de sa nouvelle jurisprudence ne peuvent être retenus ; la loi du 31 mars 1905, plus nettement encore que la loi du 9 avril 1898, repousse, en ce qui concerne l'indemnité temporaire, même en cas d'incapacité permanente, les juridictions du président ou du tribunal civil ; elle attribue exclusivement compétence au juge de paix.

Par application de sa théorie, la Cour de cassation a jugé (2) que l'indemnité journalière une fois fixée, le juge de paix avait épuisé sa compétence et que toutes les contestations postérieures sur le demi-salaire relevaient du tribunal. Le magistrat cantonal, dessaisi par sa déclaration d'incompétence, et par la procédure devant le tribunal ne peut recouvrer ultérieurement la compétence qu'il a perdue. (Dans

---

1. Rapport de M. Chovet au Sénat, précité.

2. Cass. Arrêts des 31 juillet 1907, 6 juillet 1908 précités ; 6 et 13 déc. 1910. *Rec. spéc. accid. trav.*, 1910-1911, c. 349 et 355.

le même sens : trib. Toulouse, 17 nov. 1905. *Rec. spec. accid. Trav.* 1905-1906, p. 439 ; trib. Seine, 23 et 26 déc. 1905 même recueil, p. 388-390 ; trib. Lorient, 14 fév. 1906. *Rec. sp. accid. Trav.*, 1905-1906, p. 444), et la majorité des tribunaux et des cours.

Par contre, le magistrat cantonal demeure seul compétent quand il est constant qu'il ne s'agit que d'une incapacité purement temporaire (Cass. civ., 15 janv. 1913. Recueil précité, avril 1913, p. 487).

Le tribunal civil ne peut statuer sur l'indemnité journalière, quand celle-ci, portée devant le juge de paix, a été rejetée par une sentence devenue définitive (Cass. civ., 19 janv. 1910. *Rec. spéc. accid. Trav.*, t. X, p. 408).

Si l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui que l'ouvrier est atteint d'une incapacité permanente ou si le tribunal a déjà été saisi d'une demande de rente, le juge de paix doit se borner à fixer l'indemnité journalière, c'est-à-dire à y condamner le chef d'entreprise sans se prononcer sur la date à laquelle elle cessera d'être due. Il n'a point la faculté de surseoir à statuer jusqu'à la solution de l'instance pendante devant le tribunal civil (Cass. civ., 26 nov. 1911. *Gaz. Trib.*, 9 janvier 1912).

Le tribunal doit fixer la date de consolidation, soit qu'il accorde, soit qu'il rejette la rente viagère, mais

il ne peut fixer cette date après le rejet de la rente, quand le juge de paix n'a pas été saisi dans les conditions visées à l'article 15 paragraphe 3 et ne s'est pas déclaré incompétent. Ce magistrat, s'il s'est déclaré incompétent, tout en allouant le demi-salaire, ne peut plus recouvrer la compétence ainsi perdue ; mais s'il n'a jamais été saisi, le silence du tribunal sur la question de la consolidation lui rend sa compétence (Cass. civ., 13 déc. 1911. *Rec. spéc. accid. trav.*, 1911-1912, p. 406).

En 1912, il se produisit un revirement subit de la jurisprudence et l'on pensa que la Cour de Cassation allait se ranger à l'interprétation naturelle du nouvel article 15.

Par plusieurs arrêts, contredisant nettement sa théorie antérieure, la Cour de Cassation confirmait notre thèse. Par arrêt du 10 janvier 1912, même recueil, p. 413, rendu dans l'affaire Chapuis-Douane, il était décidé que, depuis la loi du 31 mars 1905, le tribunal civil n'avait plus le droit de statuer sur les conclusions tendant tout à la fois de l'allocation d'une rente et au paiement tant de l'indemnité journalière que des frais médicaux et pharmaceutiques ; le juge de paix se trouve désormais seul compétent ; la loi serait faussée dans son application si la condamnation au paiement du demi-salaire pouvait être retardée jusqu'à la solution définitive.

Un second arrêt (affaire Cappel-Leroy) même

recueil, p. 415, rendu à la même date, était ainsi conçu : « Aucune disposition de la loi n'interdit à la victime de demander en cours d'instance au juge de paix la condamnation du chef d'entreprise au paiement ou à la continuation du paiement de l'indemnité journalière. En pareil cas, le juge ne peut dire au moment où il statue, la date à laquelle prendra fin l'indemnité, mais il demeure compétent pour ordonner que le demi-salaire sera servi jusqu'à la décision définitive, si toutefois le président, saisi par voie de référé, n'y a pas substitué une provision inférieure.

Il était décidé en outre (arrêt du 24 janvier 1912) même recueil, p. 417, que la convocation en conciliation devant le président, même antérieure à la citation en paiement de l'indemnité journalière devant le juge cantonal ne modifie en rien la compétence de ce magistrat ; que si le président a le droit de substituer au demi-salaire alloué par le juge de paix une provision moindre, il ne lui appartient pas d'allouer à la victime soit ce demi-salaire, soit une indemnité inférieure.

Malheureusement, cette jurisprudence fut éphémère.

Par un arrêt du 24 janvier 1912, même recueil, p. 406, la Cour de cassation décidait à nouveau, qu'en cas d'incapacité permanente, attestée par certificat médical, si le juge de paix avait à tort fixé un terme

à l'indemnité journalière, sa juridiction était épuisée par sa déclaration d'incompétence et la victime ne pourrait plus lui demander d'ordonner la continuation du demi-salaire à compter du jour fixé par sa première décision.

Par arrêt du 17 décembre 1912, elle revenait définitivement à son ancienne interprétation (*Rec. spéc. acc. trav.*, mars 1913, p. 439).

En présence du texte assez confus de l'article 15 § 3 une autre théorie a été émise.

M. d'Aygurande (1) qui la soutient, part de ce principe que « l'incompétence du juge de paix prévue par ce paragraphe, au cas où il est produit un certificat médical, constatant l'incapacité permanente, est générale ». Dès lors, il ne voit aucun argument de texte permettant de la restreindre à la seule fixation de la consolidation et de n'en pas tenir compte pour permettre au magistrat de prononcer une condamnation au paiement de l'indemnité.

Le texte ajoute, il est vrai : « Le juge de paix fixe, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière. »

Mais cette fixation est et ne peut être qu'une simple évaluation du demi-salaire. Le magistrat se borne à en fixer la quotité (2).

---

1. Thèse, pages 52 à 59.

2. Voir dans ce sens un jugement très longuement motivé du tribunal Paix de Paris-XIV<sup>e</sup> du 11 mai 1905. *Gaz. Trib.* du 19 mai 1905.

Le blessé ne sera pas laissé pour cela sans ressources immédiates ; il pourra obtenir du président en référé le paiement auquel il a droit.

Enfin l'honorable avocat cite à l'appui quelques lignes du dernier rapport de M. Mirman à la Chambre des députés :

« Le juge de paix n'aura pas qualité pour suivre l'évolution de l'incapacité permanente jusqu'à la consolidation ; son rôle se bornera, s'il ne l'a déjà fait, à fixer la valeur de l'indemnité journalière et il renverra les parties à se pourvoir devant le président du tribunal. Le demi-salaire, ayant été déterminé par décision du juge de paix, la victime pourra en requérir le paiement par toutes les voies de droit. »

Il ressort d'abord de ce texte que le juge de paix renvoie les parties à se pourvoir devant le président, pour ce qui concerne la question de l'incapacité permanente, dont il n'a pas qualité pour suivre l'évolution et non pas pour ce qui concerne l'indemnité temporaire.

D'ailleurs, la dernière phrase du passage suffit à ruiner toute l'argumentation qu'on voulait en tirer.

Si la victime peut requérir le paiement *par toutes les voies de droit*, il faut que le paiement ait été décidé par un jugement, que le patron ait été condamné. On ne saurait requérir l'exécution pour aucune voie de droit d'une simple évaluation.

Le mot fixe a bien, contrairement à l'opinion de M. d'Aygurande, le sens d'allouer.

« Il serait surprenant, dit en effet fort justement l'annotateur de Sirey 1910. 1. 361, sous les arrêts des 18 novembre 1908 et 15 mars 1910, que contrairement aux règles de la hiérarchie judiciaire, le juge de paix eût à déterminer les bases d'une condamnation que prononcerait ensuite, sans pouvoir discuter ces bases, le tribunal civil. D'autre part, l'article 15, en disposant que le juge de paix fixe, s'il ne l'a déjà antérieurement fait, « l'indemnité journalière », fait allusion à l'hypothèse où le juge de paix a déjà statué sur l'indemnité journalière; or il est évident que, dans ce dernier cas, le juge de paix n'a pas eu seulement à déterminer le montant de l'indemnité journalière, mais aussi à prononcer la condamnation...; le mot « fixe » ne peut avoir que le même sens dans l'hypothèse visée par l'article 15 § 3. »

Enfin, déclare-t-il en substance, en s'appuyant sur l'opinion de M. Wahl (S. 1. 201. 1910, note sous Cass., 31 juillet 1907), l'intention bien claire du législateur, telle qu'elle se dégage des travaux préparatoires, a été de donner au juge de paix compétence exclusive en matière d'indemnité journalière. Ce serait singulièrement le méconnaître, que de lui dénier toute compétence, en cas de production du certificat attestant une incapacité permanente.

On le voit, dans la théorie de M. d'Aygurande,

l'ouvrier serait obligé de recourir à deux instances pour obtenir le paiement d'une indemnité de première nécessité.

C'est évidemment contraire à l'esprit de la loi de 1898.

Il a été dit que la victime pouvait facilement obtenir des ressources, en s'adressant au président. Mais le président ne peut que substituer au demi-salaire une provision inférieure; en aucun cas, nous l'avons vu, il n'a qualité pour statuer directement sur le demi-salaire et encore moins à y condamner le patron.

Il a simplement la faculté de le rétablir indirectement, lorsque la décision du juge de paix qui a alloué le demi-salaire jusqu'à la solution définitive ayant été suspendue par une première ordonnance, il rend, sur requête de la victime, une seconde ordonnance rapportant la première.

Il n'est donc pas douteux que la fixation de l'indemnité journalière, implique également condamnation par le juge de paix. D'ailleurs l'opinion de M. d'Aygurande a contre elle la doctrine de la Cour de cassation et la presque unanimité de la jurisprudence (1).

---

1. Cass. civ., 18 nov. 1908, 15 mars 1910. Sirey 1910. 1.361. Trib. de Lyon. 10 nov. 1905. *Rec. spéc. accid. trav.*, 1905-1906, p. 431. — Trib. de Douai, 9 janvier 1906, même recueil, p. 466. — *Contra*: Arras, 30 nov. 1905, même recueil, p. 365. — Paris. Paix, XIV<sup>e</sup> arr., 11 mai 1905. *Rec. spéc. accid. trav.*, 1905-1906, p. 86.

Toutefois, si elle nous paraît contraire à l'esprit de la loi, il faut reconnaître qu'elle est parfaitement cohérente avec elle-même, qu'elle n'édicte point tout d'abord l'incompétence absolue du juge de paix, pour y apporter ensuite une restriction sans motif.

Les deux théories que nous venons d'examiner nous paraissent donc contraires au texte et opposées aux intentions évidentes du Parlement, telles qu'elles se manifestent dans les travaux législatifs.

Il reste que seule doit être retenue celle qui édicte la compétence exclusive du juge de paix, en tout état de cause, sauf les deux réserves que nous avons indiquées plus haut.

Si l'une des parties soutient avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix devra, même s'il est produit par la partie adverse un certificat contraire, se déclarer incompétent, *mais seulement tant sur la nature de l'incapacité que sur la date de consolidation*, et il devra transmettre expédition de sa décision dans les trois jours au président du tribunal civil. Il fixera en même temps le montant de l'indemnité journalière et en ordonnera le service conformément à l'article 15 § 2 jusqu'à la solution définitive. Toutes les contestations ultérieures sur ladite indemnité sont de sa compétence et le tribunal civil, dans aucun cas, n'a le droit de connaître du demi-salaire. Le début de l'article 16 qui précise la compétence du tribunal

civil est d'ailleurs assez formel à cet égard. « En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi. » Il est évident que par cette expression qu'il a maintenue, le législateur de 1905 a voulu refuser au tribunal civil le droit de statuer sur le demi-salaire, les frais de maladie et les frais funéraires, et ne lui réserver *que la rente*.

Le juge de paix doit-il d'office se déclarer incompétent dans les termes précisés plus haut, si, aucune partie ne produisant de certificat, il est néanmoins évident que la victime restera définitivement infirme ? Nous le pensons et repoussons absolument à ce sujet l'opinion de la Cour de cassation (1) : le juge, dit-elle, ne doit se déclarer incompétent que lorsqu'il est soutenu par une des parties, *avec certificat médical à l'appui*, que l'incapacité est permanente.

Le législateur, en effet, n'a pas entendu requérir cette formalité à peine de nullité, mais donner par là au blessé un moyen sûr et pratique de faire respecter son droit au demi-salaire jusqu'à ce que la rente lui soit attribuée.

De même soutenons-nous que le juge de paix doit se déclarer d'office incompétent, lorsque l'expert qu'il avait commis pour rechercher la date de consolidation, ou pour le fixer sur le caractère purement temporaire de l'incapacité, conclut dans son rapport à une infirmité permanente.

---

1 Arrêt du 24 février 1913. *Rec. spéc. accid. trav.*, mai 1913, p. 14.

Le juge de paix doit donc s'abstenir de fixer la date de consolidation ; s'il le faisait, sa décision serait susceptible d'appel. Il y a lieu toutefois de remarquer en passant, que si cette décision passait en force de chose jugée, elle mettrait d'une part fin aux obligations du chef d'entreprises et d'autre part, lierait nécessairement le tribunal civil, qui ne pourrait fixer à aucune autre date la consolidation, d'après ce principe qu'une décision rendue par un juge incompétent et passée en force de chose jugée s'impose *erga omnes*.

Le juge de paix est compétent, nous l'avons vu, pour fixer, c'est-à-dire allouer le demi-salaire. Il nous paraît inutile de revenir sur cette question que nous avons approfondie à l'occasion de l'exposé de la théorie de M. d'Ayurande.

Pour envisager les conséquences auxquelles aboutit notre théorie, on peut distinguer trois cas : le premier, lorsque le juge de paix seul est saisi d'une contestation relative à l'accident du travail, le second, lorsque la demande de demi-salaire a été portée devant lui, alors que le président du tribunal a déjà été saisi, et enfin le troisième, le juge de paix n'étant appelé à connaître du demi-salaire qu'après que le tribunal a été saisi de la demande de rente.

Si pour la première fois que l'ouvrier sollicite devant le magistrat cantonal le paiement du demi-salaire, un certificat médical attestant d'une incapa-

ité permanente est produit, le demi-salaire doit être alloué jusqu'à la solution définitive. Nous avons vu que le juge de paix n'avait pas à surseoir à statuer jusqu'à ce que la date de consolidation fût fixée, ou que le caractère de l'incapacité fut établi par le tribunal civil.

Si le juge de paix a déjà antérieurement statué, estimant que l'incapacité était purement temporaire, il y a lieu de rechercher, malgré qu'en apparence le texte de l'article 15 § 3 *in fine* puisse faire supposer le contraire, si dans sa précédente décision le magistrat avait entendu ou non arrêter la date de consolidation.

S'il n'a pas fixé la date de cessation définitive de l'indemnité, il ressort évidemment du texte — et c'est une conséquence logique de notre théorie — que le juge de paix peut rendre un nouveau jugement allouant le demi-salaire jusqu'à la solution définitive.

Si au contraire la date de consolidation a été précédemment arrêtée, nous estimons qu'il n'est plus possible à l'ouvrier de revenir devant le juge de paix, même pour réclamer le bénéfice de l'article 15 § 3. Le juge a en effet, par un jugement sans appel, mis un terme à l'indemnité journalière ; les droits de l'ouvrier à cette indemnité sont épuisés ; le patron peut opposer l'exception de la chose jugée. Cette solution est d'ailleurs très équitable : le juge de paix ayant

précédemment constaté que la période aiguë consécutive à l'accident a cessé, il ne peut plus être question de demi-salaire. Notre opinion s'appuie sur les travaux préparatoires.

Dans quels termes la demande doit-elle être formulée ?

Si l'indemnité journalière est sollicitée jusqu'à la décision définitive, aucune difficulté ne peut se présenter.

Mais si, dans sa citation, l'ouvrier fixe un terme au paiement ?

La loi de 1898 étant d'ordre public, le juge de paix a l'obligation de statuer conformément à la loi, sans avoir égard à la règle qui défend aux magistrats de statuer *ultra petita*. Il doit ordonner le paiement du demi-salaire jusqu'à la solution définitive.

Toutefois, il peut se présenter que le juge fasse droit aux conclusions de l'ouvrier; quelles seront les conséquences de sa décision ?

Elle est d'abord sujette à appel, de la part de l'une ou l'autre partie comme fixant un terme au demi-salaire, alors que le juge de paix était incompétent sur ce point.

Mais si elle passe en force de chose jugée, il faut considérer si cette décision a fixé la consolidation ou simplement un terme à l'indemnité journalière, sans préjuger de la consolidation.

Il est bien entendu que dans ce dernier cas,

l'ouvrier a le droit de revenir devant le juge de paix, la décision, même mal rendue, n'ayant pas épuisé ses droits à l'indemnité journalière, et que le terme fixé ne liera nullement le tribunal.

Si, au contraire, le juge de paix a déclaré la blessure consolidée, cette décision s'imposera au tribunal civil, qui ne pourra placer à une date autre le point de départ de la rente.

Le jugement du juge de paix, rendu conformément à l'article 15, alinéa 3, est-il susceptible d'appel, pour un autre motif que l'inapplicabilité de la loi ?

Nous le contestons formellement. Nous avons en effet suffisamment établi que l'incompétence générale et absolue, admise par la Cour de cassation, n'existe pas, et que l'incompétence visée par le texte sus-visé ne porte que sur la nature de l'incapacité et sur la date de consolidation, et qu'à part ces deux réserves, la compétence du juge de paix en matière de demi-salaire était exclusive et absolue.

Mais la décision ainsi rendue peut préjudicier considérablement aux intérêts du patron. Aussi si ce dernier estime, d'après les renseignements fournis par son médecin qui a accès hebdomadaire auprès de l'ouvrier, que ce dernier est consolidé, il peut réclamer par voie de référé la substitution au demi salaire d'une provision inférieure. Le président est juge de cette prétention. Il peut fixer provisoirement la date de consolidation ; mais s'il pense que

l'ouvrier est encore en état de maladie, il doit renvoyer les plaideurs à se pourvoir devant le juge de paix, ou plutôt décider qu'il n'y a pas lieu à provision.

Mais ici une question se pose, le patron peut-il introduire un référé alors que le président du tribunal n'a pas encore essayé de concilier les parties sur la rente, et même avant qu'ait été lancée la convocation en conciliation ?

Nous pensons qu'il est nécessaire que la convocation ait été délivrée, mais qu'à partir de ce moment le patron a le droit de s'adresser au président du tribunal.

A l'appui de notre opinion, nous invoquerons la doctrine commune d'après laquelle l'instance en paiement de rente est introduite par la convocation en conciliation et le texte de l'article 16 disant que les parties peuvent, *en cours d'instance*, faire modifier la provision.

Si l'ouvrier, qui a vu le président substituer à son demi-salaire, une provision inférieure, et suspendre les effets de la décision du juge de paix, prétend, avec raison dans la suite, que son état s'est aggravé et qu'il se trouve à nouveau en état d'incapacité temporaire, pourrait-il réclamer par un second référé au président le rétablissement de son demi-salaire ?

Le président ne pourra faire expressément droit à sa requête, puisqu'il est incompétent d'une façon

absolue en matière de demi-salaire, mais il rabattra sa première ordonnance, en déclarant que l'ouvrier étant en état d'incapacité temporaire, il n'a pas droit à une provision. Le jugement de paix reprendra alors toute sa force exécutoire, et l'ouvrier pourra à nouveau en requérir tous les effets à partir de la date à laquelle le président a estimé l'ouvrier dans un nouvel état d'incapacité temporaire.

Au cas où le juge de paix n'a pas été saisi, le patron, ayant jusqu'alors bénévolement servi l'allocation, peut toujours faire substituer une provision au demi-salaire dans les conditions indiquées.

Le mot « substituer » semblerait exiger un premier jugement allouant le demi-salaire ; mais, en réalité, les intéressés étant d'accord sur ce chiffre, le président a la faculté de le considérer comme valable, s'il paraît conforme à la loi, et de liquider en conséquence la provision.

Néanmoins l'ouvrier, muni d'un droit absolu à la fixation, par le juge cantonal, de l'indemnité journalière peut le requérir de ce dernier. Puisque, jusqu'à la conciliation, il a touché régulièrement l'allocation, cette mesure sera momentanément sans effet ; mais elle offre un intérêt pratique : Dès que le président aura, par un second référé, fait disparaître la provision, le jugement de paix constituera, au profit de l'ouvrier, un titre exécutoire qui lui permettra de requérir immédiatement le paiement du demi-salaire.

Il va sans dire que dans l'hypothèse où le juge de paix a indûment arrêté la date de consolidation, et où cette décision est devenue chose jugée, cette date s'impose au président qui ne peut plus faire partir la provision ou la rente d'une époque antérieure ou postérieure.

La demande de rente est parfaite introduite devant le tribunal, sans que le juge de paix ait été saisi d'une demande d'indemnité journalière.

Faudra-t-il considérer ce dernier comme dessaisi par la demande de pension, le chef du demi-salaire comme accessoire et relevant par une prorogation légale de la compétence du tribunal ?

Nous avons vu que cette distinction entre l'accessoire et le principal est toute théorique et d'ailleurs que l'intention évidente du législateur est de réserver exclusivement ce domaine au juge de paix ; aucune disposition de la loi n'interdit de lui demander en cours d'instance la condamnation du chef d'entreprise au paiement de l'indemnité journalière dans les termes de l'article 35 § 3 (1).

Que le juge de paix ait été saisi ou non, le tribunal n'a en aucun cas à connaître du demi-salaire, pas même pour déterminer le montant de la pension, cette dernière étant calculée sur une base absolument différente, le gain annuel. Ce n'est que d'une façon

---

1. Cass. civ., 24 janvier 1912, précité

implicite et tout à fait indirecte qu'il fixe le terme de la période d'incapacité temporaire en arrêtant la date à partir duquel la rente sera due.

Nous avons déjà vu que la consolidation fixée à tort par le magistrat cantonal et passée en force de chose jugée s'impose au tribunal civil.

Mais s'il arrive que le tribunal civil méconnaisse la date de guérison ou de consolidation fixée par le juge de paix et devenue définitive, et fasse partir la rente d'une époque antérieure ou postérieure, que faut-il décider ?

Sa décision est susceptible d'appel, comme ayant méconnu l'autorité de la chose jugée.

Mais, objectera-t-on, après le jugement de paix, une aggravation s'est produite dans l'état de la victime, elle s'est trouvée réellement à nouveau en cas d'incapacité temporaire et le tribunal a fixé la consolidation à la fin de cette rechute. L'ouvrier n'a-t-il pas droit au demi-salaire pour la période comprise entre le moment de l'aggravation et la date fixée par le tribunal comme point de départ de la rente puisqu'il s'est trouvé dans l'incapacité de travailler ?

Nous sommes obligés de conclure dans le sens de la négative, en opposant toujours à l'ouvrier l'autorité de la chose jugée. Il n'a qu'une ressource, c'est de faire appel de jugement du tribunal civil, pour faire reporter la date de consolidation à la date fixée

par le juge de paix. Reste à savoir si, pour la période dont s'agit, il ne pourrait demander à la Cour une rente égale aux  $\frac{2}{3}$  du salaire (1). Mais nous n'avons pas à agiter cette question.

Il arrive parfois que le tribunal rejette la demande de rente, l'accident n'ayant entraîné qu'une incapacité purement temporaire.

Dans ce cas, il ne doit pas arrêter la date de consolidation (2). Cette solution est logique, l'incapacité se trouvant simplement temporaire, le texte formel de l'article 15 attribue cette matière au juge de paix.

C'est donc à ce magistrat, si l'ouvrier n'est pas guéri à la solution définitive, qu'il aura à demander la continuation du demi-salaire.

En outre, c'est encore au juge cantonal que l'ouvrier devra s'adresser, pour obtenir la solde du demi-salaire, si le tribunal a fixé, sur le vu du rapport des experts, le point de départ de la rente à une date postérieure à la solution définitive.

Enfin certains ont prétendu que l'appel du jugement du tribunal, sur le montant de la rente, remettait les choses en état, et que le jugement de paix rendu conformément à l'article 15, § 3 conservait sa

---

1. Dans ce sens : Trib. civ. Seine, 9 mars 1907, t. VIII, p. 32. *Rec. spéc. acc. trav.* — *Contra*, Cour de Paris, 12 nov. 1907, même tome, p. 272.

2. Nancy, 14 févr. 1911. *Rec. spéc. acc. trav.*, t. XII, p. 6. — Rennes, 19 juil. 1909, même tome, p. 7. — Cass. civ., 15 nov. 1911, même tome, p. 306. — Cass. civ., 10 janv. 1912, même tome, p. 415.

force exécutoire jusqu'à la date de l'arrêt définitif. Cette solution ne saurait être admise, les jugements allouant rente, étant, d'après l'article 16, exécutoires par provision.

### III. — VOIES DE RECOURS

#### 1<sup>o</sup> *L'Appel*

L'article 15 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 31 mars 1905, dispose que les contestations entre les victimes d'un accident du travail et le chef d'entreprise sont jugées en dernier ressort par le juge de paix à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. Illimitée quant au chiffre, cette compétence exceptionnelle doit être rigoureusement restreinte quant à son objet.

Lorsque le litige portera sur l'indemnité elle-même, il sera tranché en dernier ressort ; lorsqu'il portera sur l'applicabilité de la loi ou la compétence du magistrat, la loi sur les accidents du travail, étant muette sur ce point, s'en réfère par là même au droit commun. Or la règle générale posée par l'article 14 de la loi du 25 mai 1838, porte que les jugements par lesquels les juges de paix auront statué sur leur propre compétence seront susceptibles d'appel. Telles sont les conclusions auxquelles aboutit la jurisprudence (1).

---

1. Trib. Seine, 8 mai 1901. — Trib. Versailles, 22 fév. 1901. — Trib.

Le président de la commission sénatoriale (1) avait déclaré déjà : « Il peut y avoir appel si le juge de paix est incompétent, s'il y a contestation sur l'existence même de l'accident ou sur l'application de la loi à la profession ou à l'accident lui-même. L'appel n'est possible que dans ces 3 cas. »

Le chef d'entreprise peut contester l'applicabilité de la loi en se basant sur le non assujettissement de sa profession, ou la non existence du contrat de louage, ou en excipant du défaut de relation soit entre l'accident et le travail, soit entre l'accident et la blessure. Il discute par là même implicitement la compétence du juge de paix, ce dernier n'étant qualifié que si le demandeur se trouve dans les conditions visées par l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi.

Le patron soulève (2) la question de la compétence du magistrat lorsqu'il prétend que celui-ci a outrepassé ses pouvoirs, par exemple au cas où il aurait alloué une indemnité pour une incapacité de moins de quatre jours ; de même lorsqu'il récuse le magistrat pour ce motif qu'il ne serait pas celui du canton de l'accident.

---

Seine, 20 janv. 1902 (*Rec. spéc. acc. trav.*, 1901-1902, p. 124 et 436). — Cass., 3 févr. 1902, même recueil, p. 392 ; 25 nov. 1903. S., 1906. I. 340 ; 29 mai 1906, *Rec. spéc. acc. trav.*, 1906-1907, p. 64 ; 10 juillet 1911, même recueil 1911-1912, p. 260.

1. M. Cordelet, Sénat, séance du 16 juin 1904 (Lois annotées, S. 1905, p. 366).

2. Sachet, *Traité des accidents du travail*, compétence du juge de paix, t. II, p. 1132, 4<sup>e</sup> édition.

Selon notre théorie, confirmée par la déclaration précitée du président de la commission sénatoriale, il ne saurait tirer argument pour fonder son droit à appel d'une prétendue incompétence générale du juge de paix édictée par l'article 15 § 3.

Il a été jugé que l'article 15 de la loi du 9 avril 1898 n'attribuant compétence aux juges cantonaux que lorsque les parties se trouvent dans l'un des cas visés par l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi, si le chef d'entreprise soutient devant le juge de paix que cet article lui est inapplicable, il conteste par là même la compétence de ce magistrat dont la décision devient, sous quelque forme qu'elle se produise et quelle qu'en soit la qualification, sujette à appel (Cass. civ., 3 fév. 1902, S. 1902. I. 329 ; 27 oct. 1902, S. 1902, I. 519).

L'ouvrier soulèverait également, implicitement, l'exception d'incompétence, en prétendant à une réparation basée sur l'article 1382 du Code civil et en déclinant l'application de la loi de 1898.

L'exception d'incompétence peut être soulevée à tout moment devant la juridiction cantonale, et particulièrement dans les conclusions que dépose la partie qui succombe. Mais elle doit être soulevée devant cette juridiction. Cette règle n'est pas suivie en fait, mais elle paraît devoir s'imposer, sinon ce serait rétablir en pratique l'appel pour toutes les

décisions que le législateur a voulues en dernier ressort (1).

Lorsqu'une partie soulève dès l'abord l'exception, le juge doit avant de statuer sur le fond se prononcer sur ce point et sa décision devient susceptible d'appel (Cass. civ., 5 déc. 1904 ; *Rev. jud. accid. trav.*, 1905, p. 46). Mais l'on ne saurait admettre qu'il doit surseoir à statuer sur l'indemnité jusqu'à la décision du tribunal civil sur cette question préjudiciable, la compétence du juge de paix n'étant pas subordonnée à la condition qu'il soit préalable ment reconnu que l'accident est dû à une cause prévue par la présente loi (Cass., 5 déc. 1904) (2). On ne saurait encore moins prétendre que cette exception ait pour objet de rendre *ipso facto* le juge incompetent, il statue sur le fond, mais seulement en premier ressort (Cass. civ., 5 déc. 1904) (3).

Le tribunal saisi de l'appel, qui est exclusivement le tribunal civil, a toute liberté pour statuer sans avoir à se préoccuper du jugement rendu sur le fond et sans pouvoir non plus le modifier quand même il

---

1. *Contra* : Trib. Wassy, 22 déc. 1909. — *Rec. spécial accid. trav.*, 1910-1911, p. 302. — Trib. Maronnes, 3 déc. 1908, même recueil, t. X, p. 285.

2. Le patron, mécontent du jugement de paix portant à une date reculée la consolidation, interjette facilement appel, du chef de la compétence, et retarde ainsi d'une année le paiement du demi-salaire.

3. *Contra* : Trib. Lyon, 10 mai 1911. — *Recueil spécial accid. trav.*, 1911-1912, p. 232.

contiendrait des erreurs de fait ou de droit. S'il confirme la décision par laquelle le juge de paix s'est déclaré compétent, la décision sur le fond aura été rendue en dernier ressort ; s'il la réforme, la décision au fond tombera par voie de conséquence (Cass. civ., 29 mai 1906 ; *Rec. spéc. accid. trav.*, t. VII, p. 64).

Du consentement commun des parties, le tribunal en appel peut invoquer l'affaire (1).

L'appel a un effet suspensif, on ne pouvait contraindre le patron à payer l'allocation journalière malgré l'appel, alors que le fond, du droit est en question et que la partie adverse peut être déboutée de ses prétentions.

L'appel devra-t-il être interjeté dans les délais de la loi du 25 mai 1838, c'est-à-dire dans les trente jours de la signification du jugement ou dans les trente jours à compter du prononcé de la sentence selon l'article 17 de la loi du 31 mars 1905 ? L'article 17 constitue une disposition exceptionnelle qui ne saurait être étendue à un cas autre que celui en vue duquel elle a été édictée (Cass. civ., 25 nov. 1903 précité) (2). Il énonce que « les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun ». Les jugements qui ne sont pas

---

1. Cass. req., 28 janv. 1913. — *Rec. des sommaires*, juillet et août 1913, p. 4149.

2. Trib. de Vienné, 28 mai 1909. *Rec. spéc. acc. trav.*, t. II, p. 6. — Trib. de Lyon, 16 mars 1910, même recueil, t. XI, p. 268.

susceptibles d'appel en vertu de la présente loi, telles les décisions du juge de paix sur l'indemnité journalière, échappent à cette règle ; les jugements peuvent être déférés en appel en vertu d'une exception tirée de la loi de 1838, c'est la même loi qui servira à déterminer le délai d'appel : il s'étendra pendant trente jours à partir de la signification du jugement. Le délai de quinzaine départi au paragraphe 4 de l'article 15 vise d'autre part exclusivement les jugements qui touchent aux frais médicaux et pharmaceutiques.

Selon la règle commune, on ne compte pas dans le calcul du délai le jour de la signification du jugement, appelé *dies a quo* (1), mais on compte le dernier ou le trentième jour, l'appel devra être interjeté au plus tard le trentième jour, cette échéance se trouvant d'ailleurs prorogée au lendemain si elle tombe un jour férié.

## 2° *L'opposition et l'exécution provisoire*

Dans le silence du texte, il faut pour la compétence et la procédure s'en référer au droit commun et par suite admettre que les décisions du juge de paix sur l'indemnité journalière rendues par défaut sont susceptibles d'opposition. Nous trouvons cette solution

---

1. Douai, 26 mai 1909, même recueil, t. XI, p. 6.

implicitement consacrée par le paragraphe 5 de l'article 15, à savoir que « les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition ».

Cette disposition a été introduite dans la loi du 31 mars 1905 pour prévenir un abus. Certaines compagnies d'assurances se laissaient condamner par défaut sur la question de l'indemnité, puis formaient opposition à la date extrême du délai ; le jugement qui statuait sur l'opposition n'intervenant qu'après un assez long intervalle, elles retardaient considérablement la date du paiement de l'allocation journalière et obtenaient de l'ouvrier des concessions ou des transactions préjudiciables à ses droits. Désormais le blessé pourra exiger le paiement de l'indemnité journalière aussitôt le jugement rendu, ce jugement devenant exécutoire de plein droit nonobstant opposition.

Le législateur n'a pas étendu à l'appel sa réforme. Le président de la commission sénatoriale l'a précisé : « Nous n'avons pas cru devoir admettre l'exécution provisoire nonobstant appel... Si l'appel est interjeté pour cause d'incompétence, la décision pour l'indemnité journalière peut avoir été rendue par un juge qui n'a pas qualité et dans les autres cas, c'est le fond même du droit qui est en contestation. Par conséquent une indemnité journalière pourrait être accordée à un blessé qui n'y aurait aucun droit. »

Il a été jugé (1) que l'article 15, § 5 de la loi du 31 mars 1905, en disposant que les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition, a par là même sous-entendu qu'elles ne pourraient l'être nonobstant appel.

Conformément à l'arrêt de la Cour de cassation, nous repoussons la théorie présentée par M. d'Aygurande, et qu'il expose ainsi (2). « A défaut de toute restriction, l'exécution provisoire pour le cas d'appel reste soumise aux règles du droit commun ». Or, l'article 135 du Code de procédure civile mentionne au nombre des cas où l'exécution provisoire peut être ordonnée avec ou sans caution les pensions ou provisions alimentaires ; de même l'article 11 de la loi du 25 mai 1838 dit que le juge pourra ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel sans caution lorsqu'il s'agira de pension alimentaire ; l'indemnité temporaire offrant ce caractère (3) le juge pourra ordonner l'exécution nonobstant appel, mais

---

1. Cass. req., 7 avril 1913. Sirey 1913, mai 1913. 1. 67. — Trib. Lille, 3 juillet 1909. *Rec. spéc. accid. trav.* 1909-1910, p. 224 — Trib. Seine, 26 fév. 1909. Même recueil, p. 223. — Trib. Toulouse, 11 déc. 1910, 16 fév. 1912. — Trib. Béthune, 7 août 1906. Même rec. t. VII, p. 375. — *Contra* : Trib. Valenciennes, 23 mars 1911. *Rec. spéc. accid. trav.* 1911-1912, p. 103.

2. D'Aygurande, thèse, p. 65.

3. Cass. req. 16 janv. 1905. *Rec. min. acc. trav.*, t. VI, p. 127. Cf. d'Aygurande.

n'y sera pas obligé. A la différence du cas d'opposition où l'exécution provisoire devient obligatoire, elle reste au cas d'appel simplement facultative.

Les travaux préparatoires et la déclaration que nous avons reproduite démontrent l'intention contraire du législateur. La Cour de cassation, dans ses motifs, réfute cette argumentation : « les décisions relatives à l'indemnité journalière qui sont toujours rendues en dernier ressort quel que soit le chiffre de la demande n'étant susceptibles d'appel que pour cause d'incompétence ou lorsque le principe même de l'action est contesté, le droit à l'indemnité journalière se trouve, en cas d'appel, subordonné au jugement à intervenir. » (Cass. req. 7 avril 1913 précité.)

La décision du juge de paix, en cas d'appel, est provisoire, elle ne préjuge pas le fond du droit, ce qui aurait lieu nécessairement s'il avait la faculté d'ordonner l'exécution provisoire nonobstant appel ; dans cette hypothèse, si le tribunal civil réformait le jugement attaqué, le patron aurait été condamné injustement au paiement et n'aurait aucun moyen pratique de rentrer dans ses débours.

Dans quel délai les parties pourront-elles former opposition ? Nous avons vu que le délai de l'article 17 se réfère exclusivement aux jugements du tribunal civil concernant la rente ; il faut donc appliquer le droit commun, le délai sera de trois jours à partir de la signification.

### 3° *Recours en Cassation*

Les jugements en dernier ressort des tribunaux de droit commun peuvent être attaqués en Cour de cassation pour violation de la loi, l'objet de cette institution étant de redresser les erreurs de droit et d'établir l'unité de jurisprudence. Au contraire les décisions définitives des juges de paix ne sont, d'après la loi du 25 mai 1838, sujettes à recours en cassation que pour excès de pouvoir (1). Il y a là un vestige de la conception primitive qui voyait dans le magistrat cantonal un juge d'équité, un arbitre familial auquel suffiraient les lumières de sa conscience et l'habitude des procès.

L'excès de pouvoir consiste (2) de la part d'un juge à dépasser les limites de ses attributions judiciaires pour empiéter sur celles des pouvoirs législatif et administratif. L'incompétence (3), motivant l'appel, ne constitue pas un excès de pouvoir, la faculté d'appel étant exclusive du recours en cassation. Un juge fait acte d'incompétence lorsqu'il statue sur une affaire réservée par nature à un autre juge, il commet

---

1. Pour tout ce chapitre, note de M. Wahl, sous Cass., 29 janv. 1901. S. 1902. I. 17. — 16 déc. 1901. S. 1902. I. 182.

2. Cassation, 10 février 1868. D. 68. I. 422 cité par M. Wahl.

3. Cass. civ., 22 janv. 1902. S. 1902. I. 183.

un excès de pouvoir lorsqu'il décide un point qu'aucun tribunal ne pouvait décider.

Reconnaître aux décisions du juge de paix ce privilège exorbitant, c'était donner en somme à ce magistrat la faculté de violer la loi avec la permission de la loi même, non cependant lui accorder une sorte de délégation du pouvoir législatif, car il ne décide que de questions individuelles et jamais par voie réglementaire et générale. De graves inconvénients en résultaient, qui se firent surtout sentir sous le régime de la loi de 1898, ce magistrat « jugeant seul, sans instruction juridique obligatoire, sans le secours de bibliothèques, des affaires devenues de jour en jour plus délicates et plus importantes ».

Aussi la Cour suprême essayait-elle depuis longtemps d'élargir un peu la notion d'excès de pouvoir et d'y comprendre (1) la violation des principes d'ordre public que toutes les juridictions sont tenues de respecter. Seulement, cette définition est imprécise ; il est difficile de déterminer quels sont ces principes. Dans un arrêt du 3 août 1898, la Cour décidait que la méconnaissance de l'autorité de la chose jugée formait un excès de pouvoir ; par un arrêt du 2 août 1904, elle décidait qu'au contraire la violation de l'autorité de la chose jugée par une

---

1. Cass., 5 juil. 1875. S. 1876, I, 106.

décision du magistrat cantonal ne comportait pas le recours pour excès de pouvoir.

La doctrine de la Cour n'était donc pas nette, d'ailleurs elle n'avait solutionné que des questions d'espèce : que la fausse interprétation des mots indemnité journalière n'ouvrait pas recours en cassation (1) ; que le recours était irrecevable contre un jugement violant l'article 3 de la loi de 1898 ou les articles 4 et 5 de la même loi (2) ni contre un jugement décidant qu'il n'y avait pas lieu à indemnité journalière, les dimanches et jours fériés (3), ni contre un jugement ayant débouté indûment une partie d'une demande en paiement de frais de maladie (4).

Le premier février 1901 M. de Ramel soumit à la Chambre des députés une proposition de loi qui ajoutait à l'article 15 ces mots : « les jugements ainsi rendus pourront être déférés à la Cour de Cassation pour violation de la loi, excès de pouvoir ou incompétence ». On fit remarquer à l'honorable député que l'incompétence constituait seulement un cas d'appel, et que seuls les jugements rendus en dernier ressort relevaient de la Cour suprême, et en second lieu, que l'excès de pouvoir rentrait dans la

---

1. Cass., 29 janv. 1901. S. 1902. I. 17 précité.

2. Cass., 29 janv. 1901, 16 déc. 1901. *Rec. sp. accid. trav.*, t. II, p. 347.

3. Cass., 29 janv. 1901 précité.

4. Cass., 16 déc. 1901 précité.

violation de la loi. M. de Ramel supprima ces deux termes, et la Chambre vota le texte ainsi modifié ; comme il suivait les paragraphes 1 à 5 de l'article 15 qui traitent de l'indemnité journalière, des frais funéraires et des frais de maladie, toutes ces indemnités pouvant donner lieu à des jugements entachés d'une violation de la loi, toutes les décisions du juge de paix devenaient susceptibles de pourvoi pour violation de la loi.

Le Sénat modifia la teneur de la disposition et vota le texte actuel qui fut ensuite adopté par la Chambre. « Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi ». Seules, ces décisions sont sujettes à recours pour violation de la loi cette interprétation s'impose. On a essayé de justifier l'attitude du Sénat : les frais funéraires ne s'élevant pas au-dessus de 100 francs ; les frais médicaux et pharmaceutiques devenant au delà de 300 francs susceptibles d'appel, ces matières n'ont pas la même importance que l'indemnité journalière, et l'on conçoit que le Sénat ait eu pour ces questions minimales une opinion différente.

Le pourvoi devra être introduit dans les délais de droit commun, c'est-à-dire dans les soixante jours de la signification à personne, non compris le jour de la signification.

Le recours en cassation n'ayant pas d'effet suspensif, le paiement de l'indemnité journalière n'en sera aucunement retardé.

Cette extension du ressort de la Cour suprême a soulevé quelques critiques (1). « La violation de la loi est une formule très élastique ; elle embrasse toute erreur du droit ; elle s'étend jusqu'à la méconnaissance de la pensée du législateur explicitement ou implicitement exprimée... La plupart des décisions touchant l'allocation journalière seront exposées au pourvoi et, grâce à l'assistance judiciaire, on en usera largement... Alors à quoi bon supprimer le droit d'appel ? » Ces vues semblent toutes théoriques et empreintes d'un pessimisme exagéré ; les faits n'ont pas répondu à ces prévisions et d'ailleurs on ne pouvait laisser aux magistrats cantonaux la possibilité de violer la loi dans une matière aussi complexe. Au surplus, pareil recours est ouvert contre les décisions des tribunaux de droit commun ; la critique de M. Loubat aurait une portée singulière et l'on ne comprend pas qu'il la réserve par la juridiction cantonale.

---

1. Loubat, *Étude critique sur les projets de loi tendant à modifier la législation sur les accidents du travail*.

---

## B

### FRAIS FUNÉRAIRES

---

#### *a)* ÉTENDUE DE LA COMPÉTENCE

On entend par frais funéraires, les dépenses strictement nécessaires pour les funérailles. Le texte voté par le Sénat, en 1895, comprenait, en outre, les frais de deuil; cette mention disparut ensuite, et la jurisprudence est unanime à penser que ces frais ne sont pas visés par la loi de 1898 et 1905.

D'après cette loi, les constatations relatives aux frais funéraires appartiennent en dernier ressort au juge de paix du canton et doivent être tranchées dans les quinze jours de la demande.

A la différence de l'indemnité journalière, ces frais ne peuvent dépasser cent francs; donc, même sous l'empire de la loi du 25 mai 1838, la compétence exclusive du magistrat cantonal sur ce chef n'était qu'une application du droit commun.

Il n'y a pas lieu, évidemment, de distinguer les cas d'incapacité temporaire ou permanente, la dette susdite n'étant imposée qu'en cas de mort.

L'article 15 n'ayant posé aucune exception, il faut en conclure que ces frais ressortent *exclusivement* de la compétence du juge de paix, sinon, ce serait contredire l'esprit et la lettre du texte (1). D'ailleurs, très rares ont été les décisions disposant que le tribunal était compétent accessoirement relativement à ces frais (trib. Pontoise, 11 nov. 1903. *Rec. spéc. accid. trav.*, t. IV, p. 296 ; Cour de Paris, 20 déc. 1902. *Rec. spéc. accid. trav.*, t. III. p. 372 ; Cour de Rennes, 8 nov. 1909 même recueil, t. XI, p. 7 ; Cass. civ., 6 mai 1905. S. 1905. 1. 520).

Ces jugements portaient de l'idée que les parties peuvent convenir de porter le débat devant le tribunal d'arrondissement. L'article 15 formant l'un des fondements de la loi sur les accidents du travail, étant donné le caractère d'ordre public de cette législation, il faut refuser absolument aux parties cette faculté. La presque unanimité des auteurs enseigne également, d'ailleurs, que cette matière est réservée exclusivement au juge de paix (2). Enfin, l'on ne voit

---

1. Trib. Bourgoin, 21 nov. 1900. *Rec. spéc. accid. du trav.*, t. I, p. 252 ; trib. Lyon, 30 nov. 1900. *Rec. spéc. accid. du trav.*, t. I, p. 252 ; Cour de Riom, 15 juillet 1901, t. II, p. 389.

2. Contra Loubat, *Traité du risque professionnel*.

pas comment les frais funéraires seraient accessoires de la rente.

L'article 15 primitif dispose que les contestations relatives tant à l'indemnité journalière qu'aux frais funéraires, entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise sont jugées en dernier ressort par le juge de paix. Le même paragraphe, dans la rédaction actuelle, parle des contestations en général. On en a conclu que le tiers qui avait avancé à la victime ou à ses ayants droit, la somme représentée par l'indemnité ou par les frais, soit même les dépenses de maladie, avait, en vertu de la loi du 31 mars 1905, une action directe en remboursement contre le patron.

Nous ne partageons pas cette opinion (1). Toutes les dispositions de l'article 15 sont exceptionnelles, et doivent être interprétées restrictivement ; pour toutes les questions qu'elles ne tranchent pas directement, le droit commun redevient applicable. La nouvelle rédaction a été inspirée par le souci d'assurer, sans aucun doute, leurs droits au blessé ou à ses représentants, et nullement par celui de protéger les tiers. Ceux-ci n'ont et ne peuvent avoir à leur disposition que les moyens de droit commun contre l'ouvrier, soit l'action oblique contre le patron.

---

1. Note sous cass., 13 juillet 1903, 24 mai 1903 dans Sirey 1907. S. 1907. I. 189.

## b) VOIES DE RECOURS

### 1° *L'Appel*

Les contestations relatives aux frais funéraires, dans les mêmes limites et pour les mêmes raisons que pour l'indemnité journalière, sont susceptibles d'appel au cas où les parties auraient soulevé explicitement ou implicitement l'incompétence du juge. Spécialement, ces frais ne pouvant dépasser la somme de 100 francs au maximum, serait susceptible d'appel le jugement qui allouerait une somme supérieure.

Il a été décidé (1) que seule pouvait faire appel la partie qui conteste la compétence du juge de paix. L'intérêt de la question paraît plutôt théorique ; en effet, le demandeur ayant obtenu gain de cause ne saurait attaquer un jugement qui ne lui préjudicie pas. Mais les partisans de cette opinion raisonnent ainsi : « En portant le litige devant le juge de paix, le demandeur accepte implicitement la compétence de ce magistrat ; or, nous avons vu que pour être recevable à se pourvoir en appel, il doit discuter au moins implicitement cette compétence, par suite, qu'il obtienne ou non gain de cause, il n'aura plus le droit de recourir à l'appel. » Ce raisonnement est

---

1. Trib. de la Seine, 26 mars 1908. *Rec. spéc. accid. trav.*, 1906-1907, p. 128.

spécieux, car il conduirait à conclure que le défendeur aussi devrait être privé de ce droit ; en se présentant devant le juge, il a, en effet, de quelque manière, reconnu sa compétence. D'autre part, aux termes de l'article 14 de la loi du 25 mai 1838 et de l'article 454 du Code de procédure civile, enfin d'après la théorie admise par la doctrine, la faculté d'appel n'est pas personnelle ou individuelle, elle est attachée à la contestation (1).

### *2° Opposition et exécution provisoire*

L'article 15 § 5 de la loi du 31 mars 1905 limite l'exécution provisoire nonobstant opposition aux condamnations relatives à l'indemnité journalière ; faut-il, par là, entendre l'exécution provisoire de plein droit, et le juge de paix garderait-il la faculté d'ordonner l'exécution provisoire nonobstant opposition de sa sentence relative aux frais funéraires ?

Une opinion le soutient (2) en se basant sur l'article 155 du Code de procédure civile, qui donne la faculté au juge de paix d'ordonner l'exécution provisoire de son jugement au cas où il y aurait péril en la demeure.

Il arrive rarement que l'inhumation se trouve arrêtée par le non-paiement des frais, mais dans ce

---

1. D'Aygurande, thèse, p. 68 dans le même sens.

2. D'Aygurande.

cas d'extrême urgence, le magistrat cantonal pourrait, ce nous semble, ordonner l'exécution par provision de sa décision.

La loi sur les accidents du travail est muette sur la matière ; les travaux préparatoires n'apportent aucun éclaircissement ; il faut appliquer le droit commun et par suite reconnaître ce pouvoir au juge de paix.

Par contre, nous rejetons la même opinion qui admet le droit pour ce juge d'ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel. M. d'Aygurande conclut ainsi : « l'exécution provisoire, nonobstant appel, peut être ordonnée par le juge de paix, par application de l'article 135, § 1 du Code de procédure civile, quand il y a promesse reconnue et par application de l'article 11 de la loi du 25 mai 1838 qui prévoit le cas où la somme ne dépasse pas 300 francs. »

Mais on ne voit pas qu'il y ait promesse reconnue, le défendeur n'accepte pas le jugement du magistrat cantonal, il en conteste le bien fondé, il conteste même la juridiction de ce magistrat, il s'adresse au tribunal d'appel pour le faire tomber. En conséquence, le fond du droit lui-même étant subordonné à la décision à intervenir, conformément à l'intention du législateur, telle qu'elle résulte des travaux préparatoires, nous devons rejeter la faculté pour le juge de paix, d'ordonner l'exécution provisoire, nonobstant appel. L'appel a un effet suspensif.

Les règles relatives aux délais d'appel et d'opposition, sont en ce qui concerne les frais funéraires, les mêmes qu'en droit commun.

3° *Recours en cassation.*

Nous avons vu que le recours en cassation pour violation de la loi, ne s'applique pas aux frais funéraires, ceux-ci continuent à être régis par la loi du 25 mai 1838 ; les jugements qui les concernent ne peuvent être déférés en cour de cassation que pour excès de pouvoir (1).

---

1. Cass. civ., 3 juillet 1911. *Rec. spéc. acc. trav.*, t. XII, p. 259.

## C

### FRAIS MÉDICAUX, PHARMACEUTIQUES ET D'HOSPITALISATION

---

#### a) ÉTENDUE DE LA COMPÉTENCE

Les frais médicaux et pharmaceutiques se bornent aux frais de traitement nécessaires. Ils courent dès le premier jour s'il y a incapacité de plus de quatre jours ; au cas contraire, de même que l'indemnité journalière, ils ne sont pas dus. Ils sont l'accessoire de l'incapacité temporaire et prennent fin avec elle.

Au cas d'incapacité purement temporaire, le juge de paix est compétent pour arrêter le montant de ces frais, condamner le patron au paiement, et déterminer la date de guérison et de cessation du traitement (art. 15, § 4 et art. 4. § 2) où il est dit : « Le Chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix. »

Au cas d'incapacité permanente, et aux termes du même article, le juge de paix est compétent pour déterminer et allouer la somme représentée par ces frais ; il ne peut fixer la date de consolidation qui

relève exclusivement du tribunal civil. Faudra-t-il également décider que cette juridiction, saisie d'une demande en rente, est compétente accessoirement pour statuer sur la question des frais médicaux et pharmaceutiques ?

Nous retrouvons la même théorie qu'à propos de l'indemnité journalière ; la jurisprudence (1) est fixée par la Cour de cassation dans le sens d'une prorogation légale de juridiction du tribunal, motivée par le caractère accessoire de ces frais relativement à la rente. Nous avons vu que la Cour de cassation, par un arrêt du 10 janvier 1912 (*Rec. spéc. acc. trav.*, t. XII, p. 143), a statué en sens contraire, mais qu'elle est revenue ensuite à sa jurisprudence antérieure (Cass. civ., 17 déc. 1912. Villard, *Rec. spéc. acc. trav.*, mars 1913, p. 438). Pour les raisons que nous avons précédemment exposées et conformément aux intentions évidentes du législateur, nous repoussons cette manière de voir et maintenons la compétence exclusive du juge cantonal, même

---

1. Trib. Narbonne, 13 fév. 1900. *Rec. spéc. acc. du trav.*, t. I, p. 52. — Trib. de Lorient, 31 juill. 1900. Même recueil, p. 186. — Trib. Grenoble, 31 mai 1900. Même recueil, p. 152. — Cour de Bourges, 20 janv. 1902, t. III, p. 5. — Cour de Caen, 15 juin 1904, t. IV. — Cour de Paris, t. VIII, p. 317. — Cass. civ., 21 janv. 1903, t. III, p. 221. — Cass. civ., 9 mars 1903, t. III, p. 424. — 25 nov. 1903, t. IV, p. 302. — 6 mai 1905, t. VI, p. 66. — *Contra* : Cour de Besançon, 14 fév. 1900, t. I, p. 12. — Trib. de la Seine, 2 juill. 1900, t. I, p. 171. — Trib. de Marseille, t. I, p. 33. — Trib. de Beauvais, 11 janv. 1900, t. I, p. 30. — Trib. de Baugé, 31 déc. 1901, t. I, p. 389. — Trib. de Lyon, 22 janvier 1900, p. 52.

lorsque les parties, d'un commun accord, soumettent le débat au tribunal civil ; celui-ci, loin de pouvoir retenir le débat, doit se déclarer incompétent d'office. En plus des arguments que nous avons développés dans le chapitre de l'indemnité journalière pour combattre la théorie de la Cour de cassation, s'appuyant sur le principe *accessorium sequitur principale*, nous croyons pouvoir fournir à l'appui de notre thèse un argument de texte capital.

Sans faire de distinction sur la nature de l'incapacité, l'article 4 § 2 dit que le patron ne peut-être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée *par le juge de paix*. Ce texte montre bien à l'évidence la volonté formelle du législateur de réserver, en quelque cas que ce soit, au juge de paix, les contestations relatives à ces frais accessoires.

D'ailleurs, un certain nombre de tribunaux et de Cours se sont basés sur le dit article 4 pour statuer dans notre sens et refuser toute compétence au tribunal civil, même accessoirement.

Mais au tribunal est réservée la mission de se prononcer au cas d'incapacité permanente sur la date de consolidation ; il l'arrête implicitement en fixant le point de départ de la rente ; sa décision s'impose comme chose jugée au juge de paix, celui-ci devra arrêter à ce jour, les frais de traitement (1) et les éva-

---

1. Cas. req., 26 oct. 1903. *Rec. spéc. acc. du trav.*, t. IV, p. 261.  
Saint-Pol

luer en conséquence. Par suite, il est incompétent pour statuer sur les frais de maladie exposés depuis que le tribunal a alloué la rente (1), à condition toutefois qu'ils soient postérieurs à la date de consolidation fixée par le tribunal ; car, il ne faut pas dire qu'on ne peut les réclamer après le jugement du tribunal ; on peut évidemment demander devant le juge de paix, même après la décision définitive, le paiement des frais afférents à une période *antérieure à la consolidation*.

Il a été jugé que lorsqu'en matière d'incapacité permanente, le patron soutient que les frais médicaux réclamés sont postérieurs à la date de consolidation, le juge de paix doit surseoir à statuer, jusqu'à ce que cette date ait été définitivement fixée par le président ou par le tribunal civil. Cette solution nous paraît juste. En effet, d'un côté, le patron ne peut, comme en matière d'indemnité journalière, faire substituer pendant l'instance, une provision à l'indemnité ; et, d'autre part, si le magistrat cantonal passait outre à l'exception ; il préjugerait la question de la date de consolidation, qu'il n'a pas qualité pour fixer et empièterait sur les attributions du tribunal civil.

Le magistrat cantonal ne doit pas se borner à homologuer la note de frais réclamés ; il doit rester juge, il a qualité pour apprécier si, même dans le cas où ils sont calculés au tarif, les soins ou les médicaments

---

1. Cas. req., 26 oct. 1903, précité.

ont été exagérés ou sans utilité pour le traitement ; il peut écarter, dans la mesure où il constatera l'exagération, partie de ces frais (1) ; il peut réduire une note de pharmacien qui porte exclusivement des médicaments prescrits par le médecin s'il juge certains de ces médicaments inutiles ; et le surplus de la note restera à charge de celui qui a pris l'initiative de les demander, de les fournir ou de les accepter. Il a même été ordonné restitution (2) des honoraires médicaux indûment perçus par un médecin qui n'avait pas donné à la victime, après entente avec elle, les soins dont il réclamait le paiement.

L'article 15 primitif stipulait la compétence générale et en dernier ressort du juge de paix sur cette matière à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. Le tarif de ces frais ayant été fixé de façon trop large, il en était résulté des abus criants qui avaient entraîné déjà une refonte de l'article 4 relatif à ce tarif dans la loi de 1902.

L'article 15, § 4 de la loi actuelle, constitue une simple application du droit commun, le juge de paix ne demeure compétent en dernier ressort relativement à cette espèce que jusqu'à 300 francs, avec cette différence, qu'au-dessus de ce chiffre, il statue en premier ressort, quel que soit le montant de la demande.

---

1. Trib. paix Nogent-sur-Marne, 10 nov. 1911. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. XXII, p. 405.

2. Trib. de paix de Saint-Denis, 14 avril 1912.

Lorsque la demande est introduite contre le patron par le médecin ou le pharmacien choisis par lui ou contre le blessé par le médecin qu'il a choisi, avant que l'application de la loi de 1898 soit décidée par le juge de paix ou après qu'elle a été écartée, l'obligation a sa source unique dans la convention intervenue entre eux, selon le droit commun, et non par application de la loi 1898.

Cette loi s'occupe seulement de protéger l'ouvrier, celui-ci a droit aux frais médicaux et pharmaceutiques et il peut les réclamer au patron. Mais il est sans lien juridique avec le médecin que le patron lui envoie, celui-ci exécute un contrat et s'oblige à l'égard du seul patron et réciproquement. Le juge de paix ne sera compétent relativement à cette action que dans les termes du droit commun (1).

Il devient compétent, par application de la loi de 1905 si le patron est cité devant lui par la victime ou par le médecin ou le pharmacien qu'elle a choisi. Le médecin et le pharmacien choisis par la victime ont une action directe contre le chef d'entreprise (art. 4 § 5) ; dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques, que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton où est survenu l'accident, confor-

---

1. Trib. de la Seine, 27 mars 1903. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. III, p. 472. — *Contra* : Trib. Pontoise, 10 mars 1909. D. 1909. 5. 30

mément à un tarif qui sera établi par un arrêté du ministre du Commerce et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans (art. 4, § 2). L'action directe des médecins et pharmaciens contre le patron avait déjà été admise par la jurisprudence sous l'empire de la loi du 9 avril 1898 (1).

La distinction que nous venons d'établir entre les médecins ou les pharmaciens du patron et ceux de la victime a une portée pratique. Dans le premier cas, en vertu du droit commun, le juge de paix compétent sera celui du domicile du défendeur, c'est-à-dire un chef d'entreprise, et les honoraires qu'il aura à évaluer seront calculés sur le tarif courant ; de plus, si le patron est un commerçant et que la partie adverse estime qu'il a agi dans l'intérêt de son commerce, elle pourra le citer devant le tribunal de commerce.

Dans le second cas, le juge de paix compétent sera celui du canton de l'accident, habituellement du domicile de l'ouvrier, les honoraires seront tarifés légalement et la contestation relèvera exclusivement de la juridiction cantonale.

---

1. Trib. de paix du Havre, 21 novembre 1899. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. I, p. 80. — Trib. de paix de Versailles, 13 septembre 1900, même recueil, p. 52. — Cour de Rouen, 6 fév. 1901, même recueil, p. 342. — Cour de Nancy, 9 janvier 1904. — Trib. de Béziers, 5 août 1903, t. IV, p. 394. — Trib. de la Seine, 27 mars 1903, même recueil, t. IV, p. 5. *Contra* : Trib. de Lure, 18 mai 1901, t. II, 198. — Trib. de Poitiers, 26 mars 1901, p. 125, du *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. II. — Cour de Dijon, 26 novembre 1901, t. II, p. 436.

Dans les deux cas, le juge de paix connaît de la demande en dernier ressort, jusqu'à 300 francs ; mais, en vertu du droit commun, sa compétence se limite en première instance à 600 francs, tandis que sous le régime de la loi du 31 mars 1905, ce juge connaît des contestations à charge d'appel, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

Les frais médicaux et pharmaceutiques comprennent en outre les frais d'hospitalisation. Mais, en matière de frais d'hospitalisation, il faut écarter la distinction entre l'hôpital choisi par le patron et l'hôpital choisi par la victime.

Le rapporteur à la Chambre des députés, M. Mirman (1) avait envisagé ces deux hypothèses : « Il nous est apparu que deux cas doivent être distingués : 1<sup>o</sup> c'est le chef d'entreprise qui a offert à la victime, de lui faire donner à l'hôpital les soins qu'il lui doit ; ou encore, et c'est le cas le plus fréquent, la victime, sans même être consultée ou sans qu'elle ait la possibilité de choisir, d'examiner et de refuser des offres contraires, à été transportée à l'hôpital ; ou enfin, la victime à laquelle des soins ont été d'abord offerts à domicile, qui les a acceptés, qui a commencé, peut-être, à les recevoir, les voit suspendus, s'en trouve privée et se rend à l'hôpital pour continuer le traitement auquel elle a droit et qui vient, en fait, de lui

---

1. Rapport à la Chambre des députés le 14 mai 1901.

être retiré ; 2° la victime, au contraire, se trouvant en état de choisir librement, a nettement repoussé l'offre qui lui était faite et a déclaré préférer l'hospitalisation aux soins qui auraient été préférés par l'entreprise ».

Le Parlement ayant décidé que les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise (art. 4, § 5) sans aucune restriction, il s'ensuit évidemment, dans tous les cas, la compétence exclusive du juge de paix, basée sur la seule loi de 1905 et limitée par la susdite loi.

Avant 1905, déjà, la jurisprudence était fixée en ce sens : (1)

Le juge de paix devra se conformer au tarif fixé par la loi, article 4 § 3. « Les frais d'hospitalisation, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour pour Paris, ou 3 fr. 50 partout ailleurs. »

« Ce tarif ainsi terminé comprend tous les frais, sans que le débiteur de ces frais puisse être en butte à aucune réclamation autre, soit de l'hôpital, soit des médecins (ou des chirurgiens) qui y traitent les victimes, soit des pharmaciens qui y fournissent les médicaments (2). »

---

1. Cour de Rouen, 6 fév. 1901. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. I, p. 342. — Cour de Nancy, 9 janv. 1904. — Cour de Chambéry, 24 janv. 1903. — Cass. req., 13 juil. 1903. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. IV, p. 167. — *Contra*: Trib. de Lille, 24 mars 1902. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. III, p. 94.

2. Circulaire du ministre du Commerce du 3 mai 1905.

En conséquence, les conventions contraires à la présente loi étant frappées de nullité, tout engagement du patron à payer des frais plus élevés devient nul et de nul effet, et la demande fondée sur ce moyen irrecevable.

L'administration des établissements hospitaliers, pour recouvrer ses débours, fait délivrer, au débiteur, une contrainte qui a force exécutoire conformément à l'article 13 de la loi du 7 août 1851.

Le patron peut faire opposition à la contrainte pour le motif qu'il n'est pas tenu par application de la loi sur les accidents professionnels ou que la somme réclamée excède les tarifs. Quelle sera la juridiction compétente pour statuer sur cette opposition ? Si la contrainte constituait un jugement, toute difficulté relative à l'exécution relèverait toujours du tribunal civil.

Mais ce titre n'a aucunement ce caractère, c'est un simple état de recouvrement exécutoire par lui-même qui a été dressé par l'administration, pas même par un tribunal administratif, qui n'offre en aucune façon, l'apparence d'une décision judiciaire. Cet état ne saurait exercer aucune influence sur la compétence du juge de paix (1), la prétention de l'hôpital et son titre de créance trouvent leur base dans la loi de 1898, ils ne peuvent se prévaloir d'aucune

---

1. Dans le même sens d'Aygurande, p. 76.

autre disposition législative et restent soumis aux règles de compétence édictées par cette loi. Le juge de paix est seul qualifié pour résoudre le différent (1) dans les termes de la loi de 1898.

Nous avons vu, par contre, que si la somme afférente aux frais de maladie est avancée à la victime par un tiers, ce tiers se trouve sans lien juridique avec le patron, il n'a recours que vis-à-vis de la victime, en vertu et dans les limites du droit commun, la loi de 1898 restant muette sur la question (2).

## b) VOIES DE RECOURS

### 1° Appel

La rédaction primitive de l'article 15 portait que les contestations relatives aux frais de maladie, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. Cette disposition ayant entraîné de graves abus, car le magistrat cantonal se laissait assez facilement influencer par les prétentions du blessé et en arrivait à homologuer des notes d'honoraires très exagérées,

---

1. Cour de Rouen, 6 février 1901. *Le Droit*, 10 août 1901. — Trib. de Toulouse, 19 décembre 1901. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. III, p. 94. — Cour de Paris, 21 décembre 1906, *Revue jud. Acc. Trav.*, 1907, p. 123. — Cass. civ., 19 décembre 1906. *Journal des Ass.* 1907, p. 180.

2. *Contra*: Cass. civ., 13 juillet 1903, *Rec. spéc. — Acc. Trav.*, 1903-1904, p. 167. — 24 mai 1905, *Gaz. Pal.*, 19 décembre 1905.

d'un autre côté, le recouvrement des dépenses pour frais de traitement n'ayant pas la même urgence que le service du demi-salaire, le législateur a pensé qu'il pouvait soumettre cette matière à la procédure de l'appel. Il n'est pas néanmoins absolument revenu au droit commun ; le juge de paix garde la faculté de trancher en premier ressort les contestations à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et non point, suivant la règle générale, jusqu'à 600 fr. seulement.

L'appel devra être interjeté dans la quinzaine de la décision, ce qui constitue une nouvelle dérogation aux principes ordinaires de l'appel (art. 15 § 4), excepté, toutefois, pour les décisions du juge de paix relatives à la demande des médecin ou pharmacien choisis par le patron, qui continuent à être régies par le droit commun, soit pour les délais, soit même pour le taux de l'appel.

L'appel de la sentence du juge de paix peut être interjeté dans les trois jours de la décision, car le législateur a entendu nécessairement exclure l'application de l'article 13 de la loi du 25 mai 1838, relativement aux frais de maladie, sinon, il l'aurait dit expressément à l'article 15 comme il l'a spécifié dans l'article 17 de la loi de 1898, relativement à la rente ; pour la même raison, dans le silence de la loi, nous considérons comme inapplicable en l'espèce l'article 449 du Code de procédure civile qui interdit l'appel pendant la huitaine à dater du jugement. L'article 17

de la loi de 1898 visant exclusivement les décisions des tribunaux civils concernant la rente, l'appel d'un jugement par défaut reste soumis aux règles de droit commun.

Conformément aux principes généraux, le patron peut répondre à la demande de l'ouvrier, du médecin ou du pharmacien, en soulevant l'exception d'incompétence pour inapplicabilité de la loi. Le jugement qui repousse l'exception et statue sur le fond devient alors susceptible d'appel (1), sous quelque forme qu'il se produise et quelle qu'en soit la qualification.

Si le juge de paix, au contraire, admet l'exception et repousse l'application de la loi de 1898, il doit se déclarer incompétent (2), relativement à l'action intentée contre le chef d'entreprise par le médecin ou le pharmacien, choisis par la victime. Le patron, en effet, à supposer qu'il soit responsable comme ayant causé l'accident par sa faute, d'après les articles 1382 et suivants du Code civil, n'est alors tenu que de payer à l'ouvrier, une somme globale représentant la totalité du préjudice causé, dans laquelle se trouveront compris les frais de traitement ; mais on ne saurait intenter contre lui une action distincte tendant à l'allocation de la somme afférente à ces frais,

---

1. Cass. req., 13 juill. et 25 nov. 1903, 4 fév. et 17 nov. 1907, 24 fév. 1913 précités.

2. Sirey, 1907. 1. 412, note sous Cass. req., 4 février 1907.

l'action pour frais de maladie reposant uniquement sur la loi du 9 avril 1898 qui est, dans l'espèce, inapplicable. L'on ne peut, d'ailleurs, objecter que le médecin ou le pharmacien n'aurait alors d'action contre personne. De deux choses l'une, ou les médicaments et les visites médicales auront été commandés par le patron ; dans ce cas, le patron peut être poursuivi non plus en vertu de l'article 4 de la loi de 1908, mais simplement parce qu'en son propre nom il a acheté des fournitures et par conséquent, doit les payer ; ou, au contraire, c'est l'ouvrier qui a commandé les médicaments : il est tenu alors d'en payer le prix ; d'ailleurs, dans le cas même où la loi de 1898 est applicable, l'ouvrier comme le patron pourrait être poursuivi en paiement des médicaments ou visites commandés par lui ; car c'est ici l'ouvrier qui s'est placé dans les liens contractuels et doit exécuter ses obligations.

« Aucune disposition des lois concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, n'a prévu une condamnation à titre provisionnel en faveur des pharmaciens ayant fourni des médicaments à un ouvrier, par ce fait qu'il y aurait apparence d'un accident du travail ou prétention d'un tel accident de la part de l'ouvrier (1) » ; il faut en dire autant pour le cas où un médecin

---

1. Cass. req., 4 fév. 1907.

aurait donné ses soins à un ouvrier avant que le juge ait décidé s'il y avait ou non accident du travail.

Lorsque l'appel est relevé uniquement du chef de la compétence, il doit aussi être interjeté dans la quinzaine de la décision (1); le paragraphe 4 de l'article 15 s'exprime en termes trop absolus. Si le législateur avait pensé qu'il fallait garder en la matière les délais de droit commun, il aurait formulé expressément l'exception.

## *2<sup>o</sup> Opposition et exécution provisoire*

A défaut de texte contraire, l'opposition est recevable, conformément aux règles générales de la procédure contre les jugements de paix rendus par défaut; le délai est également celui du droit commun; l'article 17 § 2 s'applique exclusivement aux jugements des tribunaux d'arrondissement (2), et le délai de quinzaine prévu par l'article 15 se réfère uniquement à l'appel.

L'exécution provisoire ne peut avoir lieu ni de plein droit, les seules condamnations à l'indemnité journalière étant exécutoires nonobstant opposition, ni même, facultativement nonobstant appel, le fond du droit étant en litige et subordonné à la décision à

---

1. *Contra* : une décision très intéressante du tribunal civ. Bourgoin, 30 déc. 1911. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, t. XII, p. 87.

2. *Contra* : d'Aygurande, p. 65.

intervenir, mais elle peut facultativement être ordonnée, nonobstant opposition au cas où il y aurait péril en la demeure, c'est-à-dire extrême urgence.

### 3° *Recours en Cassation*

La loi du 31 mars 1905 n'ayant apporté aucune modification en ce qui concerne les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation, les décisions relatives à ces frais ne sont, comme les décisions ordinaires, susceptibles de recours en cassation que pour excès de pouvoir (1).

---

1. Cass. req., 3 juillet 1911. Cass. req., 28 nov. 1911. *Rec. spéc. Acc. Trav.*, p. 160 et 364, 1911-1912.

---

## V

### COMPÉTENCE DE DROIT COMMUN DU JUGE DE PAIX

---

#### *a)* ACTION DU MÉDECIN ET DU PHARMACIEN CHOISIS PAR LE CHEF D'ENTREPRISE CONTRE CE CHEF D'ENTREPRISE

Nous avons déjà étudié cette question et nous avons vu qu'elle rentrait, à tous égards, dans la compétence du droit commun du juge de paix.

#### *b)* ACTION CONTRE LE TIERS RESPONSABLE

La victime d'un accident visé par la loi de 1898 ou ses représentants, conserve indépendamment de l'action autorisée par la présente loi, le droit de réclamer au tiers responsable réparation du préjudice causé aux termes des article 1382 et suivants du Code civil; le patron peut également agir au lieu et

place de la victime ou de ses ayants droit négligents, et obtenir le remboursement de tous ses frais et dépenses. Ces actions sont réglées par les principes du droit commun relativement au taux de la compétence du juge de paix, à l'appel et aux délais d'appel.

Si l'accident n'est pas visé par la loi de 1898, la victime n'a droit qu'à une réparation pécuniaire globale, et à ce point de vue encore, la compétence du magistrat cantonal est déterminée par le droit commun, c'est-à-dire par les lois du 25 mai 1838 et du 12 juillet 1905 (1).

#### c) ACTIONS EN NULLITÉ DES OBLIGATIONS ENVERS LES INTERMÉDIAIRES

« Toutes conventions contraires à la loi de 1898 sont nulles de plein droit » (art. 30 § 1), elles sont inexistantes, mais il peut y avoir lieu d'en demander la nullité et cette faculté est déparée à tout intéressé. La disposition précitée atteint les obligations contractées pour rémunération de leurs services (2), avec les intermédiaires, c'est-à-dire les agents d'affaires, à la condition que ceux-ci se chargent, moyennant émoluments convenus à l'avance, d'as-

---

1. Loubat, *Traité sur le risque professionnel*.

2. Sachet, t. II, supplément, 4<sup>e</sup> édit. p. 96.

surcr aux victimes ou à leurs ayants droit, par une sorte d'engagement à forfait, le bénéfice des instances ou des accords prévus par la loi (art. 30 § 4).

Le paragraphe 1 de l'article 30 stipule que la nullité des conventions contraires à la présente loi doit être demandée au tribunal civil, mais il vise seulement les conventions illicites, passées entre ouvriers et chefs d'entreprise ; le paragraphe 4 se réfère exclusivement aux obligations contractées envers les agents d'affaires ; dans le silence de la loi, par application des règles générales de procédure, le juge de paix est compétent dans les limites de droit commun. La décision du juge de paix est rendue en vertu de la loi sur les accidents du travail ; mais cette loi, étant muette sur les attributions de compétence en cette matière, s'en rapporte par là même au droit commun (1).

---

1. Cf. d'Aygnande, thèse, p. 93.



## DEUXIÈME PARTIE

---

COMPÉTENCE RATIONE LOCI DU JUGE  
DE PAIX



# I

## COMPÉTENCE DU LIEU DE L'ACCIDENT

---

En matière d'accidents du travail, le juge de paix compétent est celui du canton où est survenu l'accident (art. 15). Cette disposition met à l'écart la règle de droit commun par laquelle le juge compétent est celui du domicile du défendeur *actor sequitur forum rei*. Elle a été édictée en faveur de l'ouvrier, elle lui évite des frais de déplacement et spécialement, en cas d'incapacité permanente où le magistrat aura lui-même procédé à l'enquête, elle assure l'examen le plus précis des faits et la plus prompte solution du litige.

Cette règle se trouve à la base de la loi de 1898, elle participe donc du caractère d'ordre public de cette loi ; quoiqu'elle s'applique à une compétence territoriale, en principe relative et à laquelle on pourrait échapper, il faut décider que le juge de paix ainsi désigné est exclusivement qualifié pour tran-

cher la contestation, que tout autre juge est obligatoirement écarté et doit se déclarer incompétent d'office (1). A plus forte raison, doit-on considérer comme irrecevable l'exception par laquelle une partie récuserait le juge de paix du canton de l'accident.

Il peut arriver que l'établissement où a lieu l'accident s'étende sur le territoire de plusieurs cantons, notamment pour une mine. Dans ce cas, par application de la règle, le juge compétent sera le juge du canton auquel appartient la partie spéciale de l'exploitation où l'accident s'est produit.

---

1. *Contra* : Sachet, n° 1117, 4<sup>e</sup> édit. ; dans le même sens d'Aygu-rande, p. 96.

## II

### COMPÉTENCE DU LIEU DE L'ÉTABLISSEMENT

---

#### *1° Accident survenu en territoire français hors du canton de l'établissement*

Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce canton devient exceptionnellement compétent à la requête de la victime ou de ses ayants droit, adressée sous forme de lettre recommandée au juge de paix du canton où l'accident s'est produit avant qu'il n'ait été saisi dans les termes de l'article 15 ou qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'article 13 (art. 15, § 7).

Cette disposition a pour origine une proposition de loi votée à la Chambre des députés, en faveur des chauffeurs, mécaniciens et agents des compa-

gnies de chemin de fer, sur l'initiative de M. Julien Goujon (1). « Le dépôt » se définit le dépôt des machines auquel est attaché l'ouvrier ; l'établissement est le centre d'exploitation (de toute entreprise) duquel relève directement l'ouvrier.

Même dans l'hypothèse prévue au paragraphe 7, on peut dire que le juge de paix du lieu de l'accident reste, en principe, désigné, mais il ne l'est plus que facultativement : l'obligation contraire aurait entraîné pour l'ouvrier des conséquences très coûteuses. Aussi devient compétent le juge du canton de l'établissement à la requête de la victime ou de ses ayants droit. Le juge de paix dessaisi ne peut retenir la contestation ; néanmoins, il reste juge du point de savoir si l'établissement ou le dépôt se trouvent dans un ressort différent du lieu de l'accident.

La loi spécifie qu'il se dessaisira à la requête de la victime et de ses représentants. La loi n'a cure du patron ; l'article est édicté pour protéger l'ouvrier, le patron n'aurait aucunement le droit de déplacer la compétence. Seulement, même à la requête du blessé, le magistrat ne devra se déclarer incompétent que s'il n'a pas déjà été saisi de la contestation relative à l'indemnité prévue à l'article 15 ; mais, évidemment, s'il a clos l'enquête, cette opération

---

1. Chambre, 2<sup>e</sup> séance du 5 mai 1901. *J. Off.*, 6 déc., débats parlementaires, p. 2544.

ne saurait avoir pour résultat de le saisir définitivement de la contestation ; il suffit qu'il ait été avisé, avant la clôture, de la volonté de l'ouvrier de lui retirer sa compétence.

L'article 15 spécifie qu'il sera avisé de l'option de la victime, par requête adressée sous forme de lettre recommandée. Faut-il regarder cette formalité comme obligatoire à peine de nullité ? Nous ne le pensons pas. Au cours des débats au Sénat, M. Félix Martin avait présenté l'amendement suivant (1) : « Lorsque l'accident s'est produit hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attaché la victime, le juge de paix de ce canton et le président du tribunal civil du ressort deviennent exceptionnellement compétents, si la victime ou ses ayants droit le demandent par simple déclaration au greffe de la justice de paix du lieu où l'accident s'est produit. »

M. Félix Martin retira son amendement en déclarant que la rédaction actuelle lui donnait satisfaction. Le fait qu'il promouvait une déclaration d'option d'une simplicité extrême, et qu'il ne l'a pas soutenue, semble bien indiquer que la procédure acceptée par le Sénat se recommande du même esprit simple et pratique. Le législateur a entendu préconiser, non

---

1. Sirey, *Lois annotées de 1905*, notes sous article 15, p. 966.

pas imposer sous peine de forclusion, une manière sûre et peu coûteuse de faire connaître son intention au magistrat. Cela répond bien au but social et large de toute cette législation. Sera considérée comme suffisante, la simple demande écrite ou verbale adressée au magistrat par l'ouvrier ou ses représentants, « sauf au juge à constater, pour sa propre décharge, dans l'acte de transmission, le mode de réquisition par lequel il a été visé » (1). La greffe de la juridiction dessaisie doit immédiatement délivrer ou envoyer un récépissé au requérant et aviser, en même temps, le patron et le juge de paix devenu compétent auquel il adresse le dossier de l'enquête (art. 15, § 7).

Le juge de paix ainsi saisi acquiert la compétence entière. Il connaît dans les limites de l'article 15 de toutes les contestations ; spécialement il devient qualifié pour statuer sur les procès intentés contre le patron, par citation directe des médecins, pharmaciens et établissements hospitaliers, bien que le changement de compétence n'ait point été provoqué à la demande de ces parties et ne leur ait pas été signifié. Le législateur ayant voulu simplifier la procédure, il serait singulier qu'il établît une exception très incommode, d'ailleurs, à leur égard, puisque la

---

1. D'Aygurande, thèse, p. 99.

plupart du temps, ils demeurent dans le ressort du juge choisi par l'ouvrier ; d'ailleurs, l'article 15 § 7 est général et n'admet aucune restriction. L'article 4 § 2, il est vrai, attribue compétence en matière de frais de maladie au juge du lieu de l'accident, mais il faut voir là une simple application du principe posé à l'article 15.

Cette disposition spéciale du paragraphe 7 se réfère, bien entendu, exclusivement, aux actions intentées par le médecin ou le pharmacien choisis par la victime, ainsi qu'à toute action en recouvrement des frais d'hospitalisation.

La compétence relative aux actions intentées par le médecin ou le pharmacien du patron relèvent du droit commun.

## *2° Accident survenu à l'étranger ou aux colonies*

*P.*

Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent dans les termes de l'article 12 (c'est-à-dire pour l'enquête) et du présent article 15 est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime (1).

Cette disposition, qui a la même origine que la précédente, ne figure pas dans la rédaction de 1898,

---

1. Art. 15, § 6.

mais elle en diffère essentiellement car le juge de paix du lieu de l'accident se trouve nécessairement et non plus facultativement dessaisi ; la chose s'imposait, le législateur n'ayant aucun moyen de requérir à l'étranger, de la part d'un magistrat étranger, l'application de la loi. Le juge de paix du canton de l'établissement se trouve donc compétent, dans les limites de l'article 15. Telle était la législation déjà sous le régime de la loi de 1898. Cependant, il avait été jugé que « la loi du 9 avril 1898 étant une loi de police et de sûreté, ne peut recevoir application au cas d'accident survenu à l'étranger, lorsque l'industrie à laquelle était attaché l'ouvrier ou employé, victime de l'accident, n'avait pas son siège en France et que, spécialement, elle ne peut être appliquée au cas où un ouvrier a été victime en Belgique, d'un accident, alors que l'entreprise à laquelle il est attaché n'a pas son siège en France » (1). Mais la jurisprudence s'est fixée en sens contraire (2) notamment par un arrêt de la Cour de cassation (8 mai 1907 S. 1907. 1.463) : « L'obligation que la loi du 9 avril 1898, dans un intérêt d'ordre public, impose aux chefs d'entreprise, d'indemniser dans la mesure qu'elle détermine les

1. Cour de Douai, 5 avril 1905, 8 août 1905. Sirey, 1905. 2. 217 et suiv.

2. Cour de Rennes, 22 décembre 1902. S. 1905. 2. 217. — Toulouse, 8 juillet 1903. *Rec. spéc. acc. trav.*, 1902-1903, p. 343. — Trib. d'Alais, 27 janvier 1903. *Rec. spéc. acc. trav.*, 1902-1903, p. 470. — Trib. de Lyon, 26 décembre 1907. *Rec. spéc. acc. trav.*, 1907-1908, p. 381.

ouvriers victimes d'un accident du travail et à ceux-ci de ne se prévaloir d'aucune autre disposition, étant la conséquence nécessaire du contrat de louages de service intervenu entre les parties, la loi du 9 avril 1898 doit recevoir son application partout où s'exécute ce contrat. Le législateur n'a fait à la règle qu'il établissait aucune exception pour le cas où un ouvrier embauché en France par le chef d'une entreprise assujettie serait d'ordre et pour le compte de ce dernier, occupé à l'étranger et y serait victime d'un accident de travail ».

Déjà, en 1900, un avis autorisé du comité consultatif des assurances (1) portait que « les entreprises assujetties ayant leur siège en France et détachant des ouvriers en pays étrangers pour des travaux temporaires sont responsables... dans les termes de la loi du 9 avril 1898 ». Au reste, il résulte des travaux préparatoires et du texte de la rédaction de 1905 elle-même, que le législateur n'entendait qu'interpréter officiellement le texte de 1898. « C'est même par une circonstance fortuite qu'il a été amené à viser les accidents survenus à l'étranger. La modification... dans la pensée de ses promoteurs, avait pour objet de déterminer le juge de paix compétent dans l'hypothèse où l'accident a eu lieu hors de l'établissement auquel est attachée la victime ;

---

1. Du 7 mars 1900. S. 1907.2.217.

dans le cours de la discussion, on s'est avisé qu'il fallait également déterminer le juge de paix compétent lorsque l'accident s'est produit hors de France. On est donc parti de l'idée que l'application de la loi de 1898, sinon à tous les accidents survenus en pays étranger, du moins à certains d'entre eux, n'était pas douteuse, déjà avant la loi de 1905 (1). » Le texte définitif lui-même n'établit pas expressément que les accidents survenus à l'étranger dans les conditions visées sont régis par la loi, c'est une déduction qui s'impose de la règle de procédure et de compétence qu'il a promulguée au paragraphe 7, ce qui prouve bien qu'il n'avait d'autre but que d'interpréter la législation antérieure.

L'arrêt de la Cour de Douai provient d'une fausse explication de la loi de 1898 ; on y verrait, en effet, une loi de police et de sûreté d'un ressort purement territorial. Une telle loi se définit une loi destinée à faire respecter les personnes et les propriétés et à assurer la sécurité publique. La loi de 1898 reste toute différente, elle a pour unique objet de fixer l'indemnité qui résulte d'un accident professionnel, elle est promue d'ordre public, et s'applique sur tout le territoire français ; elle ne se propose pas un but de sécurité publique, mais seulement d'ordre social, d'allouer une indemnité à l'ouvrier victime d'un

---

1. S. 1907. 2. 217 et suiv. Note de M. Wahl sous Rennes, 22 déc. 1902 : toute notre discussion s'inspire de cette note.

accident causé par son travail. Elle devient la conséquence nécessaire du contrat de louage passé avec une entreprise assujettie ayant son siège en France et elle garantit le service de l'indemnité en frappant toutes les entreprises susdites d'une taxe spéciale. Ce principe et ce caractère purement social de la loi nous guideront pour déterminer son domaine.

Elle s'applique en France à l'égard de tout ouvrier, même étranger, qui travaille pour une entreprise ayant son siège en France ; l'article 3 alinéa 16 ne fait d'ailleurs, en principe, aucune distinction, quelle que soit la nationalité de l'ouvrier. Le juge de paix du canton est alors compétent.

Elle s'applique à l'étranger lorsque l'ouvrier blessé y a été envoyé temporairement d'un établissement ou d'un dépôt situé en France, le juge compétent est alors le juge du canton de cet établissement. Il en est de même lorsque le dépôt ou l'établissement est situé à l'étranger, mais alors plusieurs remarques s'imposent : il faut que l'industrie ait son siège en France, que l'ouvrier soit temporairement détaché de France et rattaché temporairement à un établissement étranger de ladite société ; le législateur n'a pu songer à protéger les ouvriers étrangers résidant à l'étranger et y travaillant d'une façon habituelle, ils ont à leur disposition les lois de leurs pays.

Enfin, la loi s'applique aux colonies (1) dans les

---

1. Cour de Rennes, 22 déc. 1902. S. 1907.2.217.

mêmes conditions qu'à l'étranger, lorsqu'elle n'y a pas été promulguée ; les colonies sont assimilées à ces pays puisqu'ils échappent à la loi ; c'est la solution que consacre implicitement l'article 34 en décidant qu'un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles ladite loi pourra être appliquée à ces colonies ; « c'est enfin ce qu'a déclaré nettement le rapporteur de la commission sénatoriale en proposant le même article 34 (1) ».

---

1. S., note précitée, 1907.

---

### III

## COMPÉTENCE DE DROIT COMMUN

### OU DU DOMICILE DU DÉFENDEUR

---

#### 1<sup>o</sup> *Frais médicaux et pharmaceutiques*

Nous avons vu que l'action intentée contre le patron par le médecin ou le pharmacien qu'il a choisi, procède du droit commun, c'est le droit commun également qui règle la compétence. La même procédure s'applique aux actions que peuvent exercer contre la victime, en vertu du droit commun, le médecin et le pharmacien qu'elle a choisis, ces parties n'étant autorisées par la loi du 9 avril 1898 qu'à une action directe contre le patron.

#### 2<sup>o</sup> *Action contre le tiers responsable*

L'article 7 qui organise cette action stipule qu'elle est soumise aux règles du droit commun ; il s'ensuit

que le juge de paix du domicile de ce tiers connaîtra, dans les limites du droit commun, des demandes de réparation pécuniaire que pourront intenter contre ce tiers la victime de l'accident, ses ayants droit ou le chef d'entreprise.

*3<sup>e</sup> Action en nullité des obligations envers  
les intermédiaires*

Le juge de paix du domicile du défendeur connaîtra enfin des actions en nullité des obligations contractées par les victimes envers les intermédiaires, dans les conditions prévues à l'article 30 de la loi du 31 mars 1905. Cette compétence, nous l'avons vu, se fonde exclusivement sur le droit commun, à la différence de l'action en nullité des conventions contraires à la loi conclues entre le patron et l'ouvrier blessé.

Cette dernière action étant régie exclusivement par la loi du 31 mars 1905, relève du tribunal du lieu de l'accident ; l'action en nullité des obligations envers les intermédiaires relève du droit commun, c'est donc le droit commun seul, qui, dans le silence de la loi, déterminera la compétence.

---

## CONCLUSION

---

Nous avons vu que le juge de paix est compétent exclusivement dans le cas d'incapacité purement temporaire relativement au demi-salaire, aux frais de maladie et aux frais funéraires; la jurisprudence se trouve d'ailleurs unanimement fixée dans ce sens.

Nous soutenons en outre la compétence exclusive du juge de paix dans les cas d'incapacité permanente par les mêmes chefs d'indemnité. Cette théorie résulte d'abord du texte de la loi de 1898, plus encore du texte de la loi du 31 mars 1905 et de l'ensemble des travaux préparatoires qui l'ont précédée, et avec une telle évidence en ce qui concerne tout au moins les frais funéraires, que la jurisprudence a longtemps hésité à se prononcer sur ce dernier chef dans un sens opposé.

Quoi qu'en ces derniers temps, la Cour de Cassation, par quelques arrêts, démentis d'ailleurs par d'autres dans la suite, ait un moment incliné, à propos de l'indemnité journalière, à faire sienne l'opi-

nion que nous avons adoptée, la jurisprudence paraît constamment s'être prononcée en faveur d'une compétence partagée entre le juge de paix et le tribunal civil.

Au début, sous le régime de la loi de 1898, elle admettait que l'ouvrier ou ses ayants droit avaient le choix de réclamer les frais de maladie et les frais funéraires, soit par voie de demande principale devant le juge de paix, soit par voie de demande accessoire devant le tribunal civil.

Pour l'indemnité journalière, le magistrat cantonal était seul compétent pour en connaître tant que la jurisprudence ordinaire n'était pas saisie de l'instance en paiement de rente. Mais cette dernière instance ouverte, le tribunal civil devenait, en vertu des principes généraux du droit (*accessorium requiritur principale*, prorogation légale de juridiction), seul compétent pour trancher les difficultés relatives à l'indemnité journalière.

Toutefois, la contestation ne pouvait être portée devant lui par voie de demande principale, mais par voie de demande accessoire à celle de la rente.

Sous le régime de 1905, la jurisprudence ne varie pas en ce qui concerne les frais de maladie ou funéraires.

Elle considère que le législateur a édicté, en cas d'incapacité permanente, l'incompétence absolue du juge de paix en matière d'indemnité temporaire.

Elle lui reconnaît néanmoins, en vertu du texte formel de l'alinéa 3 de l'article 15, le droit, tout en se déclarant incompetent, de la fixer, c'est-à-dire de l'allouer jusqu'à la solution définitive, mais réserve au tribunal civil toutes les contestations ultérieures à cette fixation.

Elle admet, en outre, que le tribunal civil peut, même avant que le juge de paix ait connu d'aucune contestation, être saisi d'une demande accessoire de demi-salaire et la trancher dans la solution définitive.

Nous avons vu que les principes juridiques invoqués à l'appui de la première théorie ne pouvaient s'appliquer à la matière et étaient d'ailleurs formellement exclus par les textes.

La seconde n'aboutit à rien moins qu'à faire taxer d'incohérence le rédacteur du nouvel article 15 § 3. Elle provient d'une interprétation erronée et trop littérale du texte.

En réalité, l'incompétence dont il est fait mention audit passage ne porte que sur la nature de l'incapacité et sur la date de consolidation. Le juge de paix ne peut en connaître, mais à part ces deux restrictions, il est pleinement et exclusivement compétent pour statuer en tout état de cause sur le demi-salaire et les autres frais.

Cette opinion est l'explication naturelle du texte ; elle est conforme à l'intention du législateur. Elle

n'a nullement besoin pour se soutenir de faire appel à des principes juridiques étrangers à la loi de 1898.

Elle ne présente pas, notamment comme l'opinion qui s'appuie sur la connexité entre les deux demandes pour rendre le tribunal civil compétent accessoirement, des situations contradictoires.

Les partisans de cette dernière théorie s'appuient, pour la justifier, sur le danger de décisions inconciliables, oubliant qu'ils reconnaissent au juge de paix le droit de statuer souverainement et d'une façon indépendante sur le demi salaire, tant que le tribunal civil n'est pas saisi.

Or, le tribunal civil n'étant nullement de son côté lié par la décision du juge de paix, pourra plus tard sur la demande de rente, aussi bien juger dans un sens tout à fait opposé.

Nous avons vu au surplus que la Cour de cassation elle-même s'est chargée de réfuter l'argument fondé sur la contrariété possible des décisions.

On nous objectera que nous obligeons l'ouvrier à plusieurs instances, l'une pour l'obtention de la rente, devant le tribunal civil, l'autre devant le juge de paix en paiement des autres indemnités, et que nous allongeons et compliquons ainsi la procédure à souhait et retardons le paiement d'indemnités urgentes ; que notamment nous le contraignons alors même que la décision définitive a fixé la consolidation et par là même a liquidé l'indemnité tempo-

raire, à demander au juge de paix un titre exécutoire pour obtenir le paiement de la dite allocation — complication totalement inutile.

Cette critique est sans valeur. C'est au contraire dans les théories de la Cour de cassation que les lenteurs sont à craindre. Si, dès que le tribunal est saisi de l'instance en paiement de rente, l'ouvrier à l'obligation ou la faculté de s'adresser à lui pour obtenir le paiement du demi-salaire, il sera exposé à toutes les longueurs de la procédure et attendra pendant de longs mois le premier versement d'une indemnité de première nécessité, d'une urgence extrême dont le législateur avait désiré la liquidation au plus tard dans les quinze jours de la réclamation.

Au contraire, en reconnaissant à la victime le droit d'aller à tout moment devant le juge de paix, nous lui procurons le moyen d'obtenir satisfaction d'urgence, étant donné le caractère très expéditif de la procédure devant ce magistrat.

Quant à la prétendue complication qui résulterait de la nécessité d'un jugement de paix pour exiger le paiement du demi-salaire, après l'allocation de la rente, elle n'existe pas en fait : l'ouvrier pouvant obtenir si rapidement justice devant le juge de paix.

Au surplus, cette situation n'est qu'une conséquence de sa négligence ; il ne tenait qu'à lui de citer son patron plus tôt devant la juridiction cantonale.

En résumé, notre théorie à laquelle aucune objec-

tion sérieuse ne peut être opposée, et qui est caractérisée par une simplicité extrême. dominée qu'elle est par le principe unique de la compétence absolue et exclusive du juge de paix, sauf en ce qui concerne la rente et la question de son point de départ, répond bien à l'intention du législateur d'éviter aux ouvriers tout retard dans l'obtention du demi-salaire et dans la liquidation des frais de maladie.

---

Vu : le Président de la thèse,

WAHL

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

## BIBLIOGRAPHIE

---

SIREY. — Recueil des lois et arrêts (notes de M. Wahl).

VILLETARD DE PRUNIÈRES. — Recueil spécial des accidents du travail.

SACHET. — Traité pratique et théorique des accidents du travail.

LOUBAT. — Traité du risque professionnel. Étude critique sur les projets de loi tendant à modifier la législation sur les accidents du travail.

D'AYGURANDE. — Thèse sur les compétences et procédure en matière d'accidents du travail.

---



---

Imp. JOUVE et C<sup>e</sup>, 45, rue Racine, Paris — 2285-13

---





